

ENQUÊTE SUR L'ENQUÊTE

Quand des Français, des Anglais et des Belges (francophones) parlent d'Europe

Enquête par entretiens collectifs sur la politisation et
la polarisation des réactions à l'égard de l'intégration
européenne, réalisée par Sophie Duchesne (coord.),
Elizabeth Frazer, Guillaume Garcia, André-Paul
Frognier, Florence Haegel, Virginie Van Ingelgom

beQuali

PAR
GUILLAUME GARCIA

CDSP UMS 828 CNRS-Sciences Po

beQuali

2013

L'ENQUÊTE EN BREF

Titre de l'enquête : *Quand des Français, des Anglais et des Belges (francophones) parlent d'Europe.*
Enquête par entretiens collectifs sur la politisation et la polarisation des réactions à l'égard de l'intégration européenne.

Mots clés : politisation, Europe, indifférence, comparaison.

Méthodologie : 24 entretiens collectifs (« ouvriers », « employés », « cadres », « militants »)

Zone géographique : France (Paris), Angleterre (Oxford), Belgique (Bruxelles)

Bornes temporelles : 2005-2012

Discipline : science politique (sociologie politique, études européennes)

Auteurs de l'enquête : Sophie Duchesne, coordinatrice (Cévipof UMR 7048 CNRS-Sciences Po)
Elizabeth Frazer (Department of Politics and international relations, university of Oxford),
André-Paul Frogner (Centre de sciences politiques comparée, université catholique de Louvain).
Guillaume Garcia (Cévipof), Florence Haegel (Cévipof) Virginie Van Ingelgom (Centre de sciences politiques comparée, université catholique de Louvain).

L'ENQUÊTE SUR L'ENQUÊTE

Principe

L'enquête sur l'enquête est une production scientifique réalisée par un membre temporaire ou permanent de l'équipe beQuali qui a pour objet d'éclairer d'un point de vue documentaire, méthodologique et analytique les enquêtes qualitatives diffusées sur le site enQuêtes.

Auteur de l'enquête sur l'enquête : Guillaume Garcia.

Résumé

Cette enquête sur l'enquête revêt un caractère particulier ; non seulement elle inaugure la banque ; mais elle a été réalisée par un ancien membre de l'équipe qui a produit l'enquête. A partir de ce point de vue singulier, mais aussi d'une connaissance préalable des études européennes et de la technique des entretiens collectifs, il s'agit de rendre compte de la façon dont la méthode et la construction théorique de l'enquête ont évolué ensemble.

L'enquête sur l'enquête souligne combien l'usage qui est fait de l'entretien collectif est original tant par rapport aux études existantes sur la politisation qu'aux études européennes. Elle détaille les modalités particulières de réunion et d'interrogation des enquêtés et leurs implications sur les résultats obtenus. La dimension comparative de l'enquête est très développée, en raison du caractère très intégré de la comparaison, de l'influence qu'a eu la coordination française sur le déroulement de l'enquête et de la réflexivité mise en œuvre. Enfin est exposée la stratégie d'analyse des matériaux, qui combine une phase collective d'interprétation avec une analyse individuelle des matériaux assistée par logiciels (analyse factorielle, lexicométrique, caqdas...). De nombreux aspects de ces matériaux restent à exploiter et les possibilités de réutilisation sont très diversifiées.

SOMMAIRE

1- GENESE D'UNE ENQUETE	5
1.1- LA CONSTITUTION D'UNE EQUIPE INTERNATIONALE	5
1.2- INTENTIONS.....	8
2- UNIVERS THEORIQUE.....	10
2.1- ENJEUX GENERAUX DE LA THEORISATION	10
2.2- ANCRAGES THEORIQUES	12
2.2.1- <i>La politisation</i>	12
2.2.2- <i>Les attitudes à l'égard de l'Europe</i>	15
2.2.3- <i>Hypothèses</i>	17
3- REALISATION DU TERRAIN.....	19
3.1- LES CHOIX CONSTITUTIFS DU TERRAIN.....	19
3.1.1- <i>Le choix des cas d'études</i>	19
3.1.2- <i>Le choix des entretiens collectifs</i>	21
3.1.3- <i>Le choix des groupes d'anonymes</i>	23
3.1.3.1- « Naturalité » versus « artificialité »	24
3.1.3.2- Inhibition et désinhibition	25
3.2- LA MISE EN PRATIQUE	27
3.2.1- <i>L'organisation du recrutement</i>	27
3.2.1.1- Préparation et mise en œuvre du recrutement.....	27
3.2.1.2- La sélection des candidats	29
3.2.2- <i>Le regroupement des participants dans les groupes de discussion</i>	30
3.3- DEROULEMENT.....	33
3.3.1- <i>Déroulement de la campagne</i>	33
3.3.2- <i>Déroulement des entretiens</i>	34
3.3.2.1- Les conditions matérielles	34
3.3.2.2- Les phases.....	36
3.3.2.3- L'animation	38
4- CORPUS CONSTITUE ET CONSERVE	41
4.1- MATERIEL ET DOCUMENTATION	41
4.1.1- <i>Matériel principal</i>	41
4.1.2- <i>Matériel secondaire</i>	42
4.1.3- <i>Autres matériaux</i>	42
4.2- LA TRANSCRIPTION DES DISCUSSIONS	43

5- ANALYSE : METHODOLOGIE ET RESULTATS.....	46
5.1- LES IMPLICATIONS DU POSITIONNEMENT THEORIQUE	46
5.1.1- <i>L'incidence du cadre de l'enquête : l'épreuve de politisation.....</i>	<i>46</i>
5.1.2- <i>Le repérage du politique.....</i>	<i>47</i>
5.1.3- <i>Opinions, prises de position et clivages.....</i>	<i>49</i>
5.1.4- <i>La mise en application : les attitudes à l'égard de l'UE</i>	<i>50</i>
5.2- LA DEMARCHE D'ANALYSE	51
5.2.1- <i>Généralités.....</i>	<i>51</i>
5.2.1.1- Les étapes préalables à l'analyse.....	51
5.2.1.2- Précautions.....	52
5.2.2- <i>Les protocoles d'analyse.....</i>	<i>53</i>
5.2.3.1- Constats de base.....	53
5.2.3.2- Analyse plus élaborée	54
6- POSTFACE	56
6.1- L'EXPLOITATION DE L'ENQUETE	56
6.1.1- <i>Les conclusions en matière de politisation</i>	<i>56</i>
6.1.2- <i>Les conclusions relatives aux attitudes à l'égard de l'intégration européenne</i>	<i>57</i>
6.1.2.1- Confirmation et spécification des différences nationales	57
6.1.2.2- Différences sociales	58
6.1.2.3- L'absence / faiblesse de clivage européen et évolution des références	60
6.1.2.4- Européanisation et dénationalisation	62
6.1.3- <i>Publications tirées de l'enquête.....</i>	<i>63</i>
6.2- REUTILISATIONS POSSIBLES	64
BIBLIOGRAPHIE GENERALE	65

1- Genèse d'une enquête

Pour comprendre les tenants et les aboutissants de cette enquête collective, il faut d'abord reconstituer les origines du projet de recherche dont elle est tirée, à commencer par la trajectoire des chercheurs qui faisaient partie de l'équipe qui l'a menée à bien, et des intentions qui les animaient. Cette rapide présentation sera complétée par quelques indications sur le budget.

1.1. La constitution d'une équipe internationale

Ce projet collectif, qui a démarré en 2005, a été coordonné par Sophie Duchesne, directrice de recherche en science politique au CNRS, alors affectée au Cévipof (et actuellement à l'ISP-Nanterre). Il mobilisait une équipe internationale composée de chercheurs basés à :

- Paris : Florence Haegel, directrice de recherche en science politique à la FNSP, alors affectée au Cévipof; Guillaume Garcia, docteur en science politique, alors assistant de recherche au Cévipof puis au Centre d'études européennes de Sciences Po ;
- Bruxelles : André-Paul Frogner, professeur de science politique, et Virginie Van Ingelgom, alors doctorante en science politique, tous deux rattachés au Centre de science politique et de politique comparée de l'université catholique de Louvain ;
- Oxford : Elizabeth Frazer, Lecturer in politics à New College (Department of Politics and International Relations).

Cette équipe s'est appuyée sur un groupe de recherche européen établi entre le CNRS, Sciences Po Paris, l'université d'Oxford et la Maison française d'Oxford (groupe Oxpo¹, coordonné dès sa création en 2005 par Sophie Duchesne). Le projet a été conçu par Sophie Duchesne et Florence Haegel comme le prolongement, visant une mise en œuvre en « grandeur réelle », d'un travail exploratoire réalisé en 2001 sur la politisation des discussions portant sur les représentations de la délinquance². Les résultats de cette enquête exploratoire, réalisée à partir

¹ <http://oxpo.politics.ox.ac.uk/>

² Les deux chercheuses avaient déjà travaillé ensemble, en coordonnant, avec Jean-Marie Donegani, l'ouvrage intitulé *Aux frontières des attitudes entre le politique et le religieux. Textes en hommage à Guy Michelat* (2002) et en publiant en 2001 une enquête dans un dossier de la revue *EspacesTemps* qu'elles avaient coordonné sur le thème « Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain » (n° 76-77, 2001).

de quelques groupes de discussion organisés à Paris, ont fait l'objet de plusieurs publications³. Avant de se lancer dans ce projet, les chercheuses avaient également fait le point sur les acquis méthodologiques relatifs aux usages des entretiens collectifs à travers une réflexion qu'elles avaient publiée dans un manuel à visée méthodologique, et qui se nourrissait de leur expérience en la matière⁴.

Antérieurement, Sophie Duchesne avait principalement consacré ses travaux de recherche à une étude empirique (par entretiens approfondis) combinée à une réflexion théorique sur la citoyenneté et sur l'identité nationale ainsi qu'euro-péenne⁵. Pour sa part, Florence Haegel avait consacré ses premiers travaux de recherche sur l'invention du rôle de maire de Paris, puis s'est spécialisée sur les systèmes et les clivages partisans, dans une perspective de comparaison européenne, à travers l'étude des partis de droite⁶.

La mise en œuvre du projet fait suite à un séjour de quatre années passées par Sophie Duchesne à Oxford (entre 2001 et 2005), séjour à l'occasion duquel elle avait réalisé des entretiens approfondis avec des citoyens britanniques, dans le but d'opérer une comparaison de la conception de la citoyenneté et de l'identité nationale en France et au Royaume-Uni.

Ce séjour, outre la constitution du groupe Oxpo⁷, a permis à Sophie Duchesne de nouer des contacts personnels avec Elizabeth Frazer. Cette enseignante chercheuse en science politique à l'université d'Oxford avait consacré sa thèse de doctorat à une analyse des expériences et des conceptions de la féminité et en s'appuyant sur des entretiens collectifs avec des collégiennes britanniques ; elle s'est par la suite spécialisée en théorie politique⁸.

La constitution du projet se fonde aussi, dans sa partie belge, sur des relations plus anciennes nouées à Louvain avec André-Paul Frogner. Ce dernier, spécialiste de la politique comparée des pays occidentaux, opère par analyses quantitatives. Il a d'abord travaillé sur les mécanismes de décision des gouvernements européens, puis sur les élections en Belgique et sur

³ DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence *et alii*, 2003, « Politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication » in P. Perrineau (dir.), *Le désenchantement démocratique*, Paris, Éditions de l'Aube, p. 107-129 ; DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, 2004, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 6, p. 877-909 ; 2007, « Avoiding or Accepting Conflict in Public Talk », *British Journal of Political Science*, vol. 37, n° 1, p. 1-22.

⁴ DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, 2004, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien collectif*, Nathan, coll. 128.

⁵ Duchesne, 1997 ; 2012.

⁶ Haegel, 1994, ; 2012 ; Haegel & Grunberg, 2007.

⁷ <http://oxpo.politics.ox.ac.uk/>

⁸ Frazer, 1988, 1989 ; 2008.

des thématiques plus générales, comme l'échange politique et la légitimité⁹. Sa collaboration avec Sophie Duchesne s'est faite principalement autour de la réalisation de travaux sur l'identité européenne (à travers notamment l'exploitation des données d'enquêtes Eurobaromètres) et plus largement les identités politiques et territoriales¹⁰.

Enfin, deux des assistants de recherche qui avaient rejoint l'équipe pour assurer le recrutement des enquêtés et participer à la phase de terrain sont ensuite restés dans l'équipe¹¹.

Virginie Van Ingelgom, nommée aspirante FNRS, a été désignée par A.-P. Frogner comme assistante de recherche sur le projet dont il a été convenu qu'elle pourrait exploiter les données pour élaborer sa thèse de doctorat – réalisée en cotutelle à l'UCL et à Sciences Po, sous la codirection de Sophie Duchesne et d'André-Paul Frogner – et consacrée à l'étude de la légitimité politique de l'Union européenne¹². En parallèle elle a travaillé comme assistante de recherche sur des projets consacrés notamment aux quotas de genre et à la citoyenneté européenne¹³.

Guillaume Garcia venait de soutenir une thèse de doctorat consacrée à l'analyse de la médiatisation des mouvements sociaux, recherche pour laquelle il avait réalisé quelques entretiens collectifs exploratoires en vue d'étudier la réception de l'information télévisée par les téléspectateurs. Il avait également travaillé sur la médiatisation de l'Union européenne¹⁴.

Au total la participation individuelle des membres de l'équipe s'est fondée alternativement ou conjointement sur un intérêt pour les questions de politisation des

⁹ Frogner, 1993 ; Frogner *et al.*, 1974, 2007.

¹⁰ Voir notamment DUCHESNE Sophie, FROGNER André-Paul, 1998, « Is there an European Identity? », in O. Niedermayer, R. Sinnott (dirs.), *Public Opinion and Internationalized Governance, Beliefs in Government*, vol. 2, New York, Oxford University Press, p. 193-227 ; 2002, « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 4, p. 355-373 ; 2008, « National and European Identifications: A Dual Relationship », *Comparative European Politics*, vol. 6, n° 2, p 143-168. André-Paul Frogner est également un des co-fondateurs, avec Sophie Duchesne, de la *Revue internationale de politique comparée*.

¹¹ D'autres assistants de recherche ont participé au projet à Oxford sans toutefois rester ensuite dans l'équipe. C'est notamment le cas de Linda Pialek qui a recruté les participants aux groupes anglais.

¹² Etude qui comprenait également une réanalyse quantitative de séries de données Eurobaromètres.

¹³ Van Ingelgom, André-Paul Frogner, 2007 ; Van Ingelgom, Lloren, 2007 ; Van Ingelgom, à paraître.

¹⁴ Garcia, Le Torrec, 2003 ; Garcia, 2013. Après avoir contacté Françoise Haegel fin 2004 pour des conseils sur l'organisation des entretiens collectifs pour sa thèse, Guillaume Garcia s'est vu proposer un contrat d'assistant de recherche pour recruter les enquêtés parisiens et effectuer les transcriptions des discussions.

discussions, d'Europe, d'identité ou de légitimité, la technique des entretiens collectifs, et plus généralement les problématiques de méthode¹⁵.

1.2. Intentions

A l'origine de ce projet il y a la volonté de Sophie Duchesne et de Florence Haegel de construire un modèle général de la politisation individuelle qui fasse également apparaître les différences sociales et nationales en matière de culture politique, et donc de nature des formes légitimes de politisation. A partir de leur enquête de 2001 sur la délinquance, les politistes avaient identifié deux dimensions constitutives du politique que sont la spécialisation et la conflictualisation. Leur objectif était de généraliser un dispositif d'observation de la politisation qui permette d'identifier d'autres dimensions, mais aussi les manières dont ces logiques peuvent se combiner¹⁶.

Elles ont d'abord décidé de procéder à une comparaison internationale. Des aspects pratiques ont poussé à la limitation de l'ampleur du dispositif d'enquête sur ce plan. Les chercheuses se sont, comme pour tout projet de recherche comparé, retrouvées en partie tributaires de leurs réseaux professionnels. Il leur importait également de réaliser les groupes dans les deux langues maîtrisées par l'ensemble des membres de l'équipe de recherche (le français et l'anglais), de manière à ce que les membres de l'équipe puissent travailler l'ensemble des matériaux, sans traduction. D'où une restriction à des cas anglophones ou francophones : France, Belgique francophone et Royaume-Uni.

Il était également question au départ de procéder à une comparaison thématique (le genre et les impôts)¹⁷. Cependant, les contraintes de financement (et de partenariat) ont poussé à réduire le dispositif d'enquête à l'étude d'un seul thème, et à en basculer vers celui de l'Europe. Le thème de l'Europe, doté d'un intérêt scientifique intrinsèque, devait permettre d'optimiser les

¹⁵ Outre le manuel sur les entretiens collectifs, on se reportera notamment aux publications suivantes sur les usages des entretiens individuels : Sophie Duchesne, 1966, « Entretien non pré-structuré, stratégie de recherche et étude des représentations. Peut-on déjà faire l'économie de l'entretien "non-directif" en sociologie ? », *Politix*, n° 35, p. 189-206 ; 2000, « Pratique de l'entretien dit "non-directif" », in M. Bachir (dir.), *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Paris, PUF, p. 9-30 ; DONEGANI Jean-Marie, DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, 2002, « Sur l'interprétation des entretiens », in J.-M. Donegani, S. Duchesne, F. Haegel (dirs), *Aux frontières des attitudes entre le politique et le religieux. Textes en hommage à Guy Michelat*, Paris, L'Harmattan, p. 272-295.

¹⁶ Cette enquête, exploratoire, était basée sur l'organisation et l'analyse de trois entretiens collectifs.

¹⁷ On consultera utilement à ce sujet les premiers projets de recherche qui n'ont pas été financés.

chances de trouver des financements complémentaires mais aussi d'optimiser la coopération avec Louvain, en inscrivant cette recherche dans la continuité des analyses menées conjointement par A.-P. Frogner et S. Duchesne sur l'identité européenne.

Il s'est donc produit une forme de dédoublement de l'enquête : à l'objectif initial centré sur l'étude de la politisation s'est ajouté, en cours de route, un second objectif visant à analyser en profondeur la diversité des rapports à l'intégration européenne que manifestent les citoyens.

1.3. Budget

Après plusieurs demandes de financement non abouties, le projet a pu démarrer grâce à l'attribution d'un financement ACI (internationalisation des sciences sociales, ancêtre des financements ANR sur projets). Le budget initial se montait 41 000€. Il a été complété par l'obtention de financements complémentaires :

- Soutien du Centre d'études européennes de Sciences Po (Paris) : 3 000€ annuel (2005-2008)
- Bourse (mandat) d'aspirante FRS-FNRS (Belge) obtenu par V. Van Ingelgom en vue de la réalisation de sa thèse de doctorat qui porte en partie sur les données récoltées dans le cadre de ce projet (1 521€ /mois pendant deux ans, renouvelable une fois) + crédit de bref séjour octroyé par FRS-FNRS à V. Van Ingelgom (avril-juin 2007), 2 760 €
- Leverhume Trust small grant (Grande-Bretagne) : 17 882 £
- Nuffield college, Politics research fund (Oxford) : 3 498£
- Programme franco-belge Tournesol d'aide à la mobilité : 3 942€ (2 942€ en 2008 et 1 000€ en 2009)

2. Univers théorique

Pour comprendre l'investissement théorique dont cette recherche a été le support, autour de l'étude de la politisation et l'étude des attitudes à l'égard de l'Europe, il faut revenir au préalable sur les enjeux généraux de la théorisation que cette enquête soulevait.

2.1. Enjeux généraux de la théorisation

Les premières enquêtes exploratoires de Sophie Duchesne et François Haegel (sur la cité des 4 000 et sur les conceptions de la délinquance) les avait conduites à accorder beaucoup d'importance à la conflictualisation comme mécanisme de politisation. Sur cette base elles avaient énoncé la proposition suivante : la politisation d'une discussion survient quand deux conditions essentielles sont réunies, d'une part lorsque sont en jeu certains thèmes eux-mêmes reliés aux principaux clivages politiques, et d'autre part lorsque sont réussies les tentatives d'alliance entre certains individus autour de ces mêmes clivages¹⁸.

Souhaitant progresser dans leur compréhension des mécanismes de politisation, les chercheuses avaient souhaité procéder à une comparaison systématique, de manière à sortir de l'illusion de l'universalité du cas français, qui conduisait à surestimer l'importance de la conflictualisation – notamment avec un sujet comme celui de la délinquance. La comparaison avec deux cultures politiques aussi différentes que celles des Belges (francophones) et des Britanniques devait permettre de complexifier l'approche de la politisation en prenant en compte d'autres processus que ceux observés à partir du seul cas français.

Le basculement du projet sur le thème de l'Europe n'a pas été sans incidence sur cette intention initiale. D'abord, comparativement aux autres thèmes initialement envisagés, l'Europe constitue un sujet apparemment plus distant de l'expérience personnelle de la grande majorité des citoyens ; l'Europe reste un objet sur lequel les attitudes des citoyens sont encore assez largement dépendantes des informations qu'ils reçoivent et des opinions qu'ils ont par ailleurs, l'expérience de l'Europe étant rarement directe.

¹⁸ S. Duchesne, S., Haegel F. and *al.* 2003. "Politisation et conflictualisation...", *op. cit.* Les clivages expriment des formes de structuration autour de dimensions idéologiques, fondées sur des transformations sociopolitiques de grande ampleur et génératrices de tensions ; l'important est de chercher, derrière les oppositions idéologiques, les processus comme les tensions sociopolitiques qui les génèrent (Haegel, 2005).

Ensuite, doit être prise en compte l'absence de clivage proprement européen dans la classe politique française. Celle-ci se manifeste de deux manières : il n'existe pas de clivage qui opposerait les partis de gouvernement aux autres partis quant à la question de l'Europe ; les partis de gouvernement sont eux-mêmes clivés sur l'Europe, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. En conséquence les positions autour de la construction européenne ne constituent pas un clivage structurant électoralement. Le choix d'un tel sujet présentait un intérêt intrinsèque eu égard à la problématique de la politisation : il s'agissait de mieux comprendre le rapport que les citoyens de l'UE – et notamment ceux des membres les plus anciens – entretiennent avec un système politique concurrençant de plus en plus les systèmes politiques nationaux, qui plus est dans une période d'élargissement rapide.

La volonté de renouvellement était présente au niveau aussi bien théorique que méthodologique. Il s'est agi dès le départ d'étudier la politisation individuelle en observant la manière dont les conversations deviennent ou pas politiques. L'enquête s'inscrit ici dans un tournant qualifié de « conversationnel » ou « discursif »¹⁹. Pour les auteurs, dans un contexte marqué par la désaffection croissante des citoyens à l'égard du politique, comprendre comment leurs conversations deviennent politiques constitue un angle d'approche original du potentiel de repolitisation de ces sociétés. D'où le choix des entretiens collectifs comme technique d'enquête appropriée pour étudier ce phénomène.

[NB : par la suite, les termes « entretiens collectifs » et « groupes de discussion » seront employés comme des synonymes, à la nuance près que le terme « entretien collectif » renvoie d'abord à une technique d'enquête, alors que le terme « groupes de discussion » renvoie à la configuration concrète de discussion entre plusieurs individus et aux phénomènes verbaux et paraverbaux qui s'y manifestent].

Ce choix a aussi une justification dans le domaine des études européennes. Pendant longtemps, la sociologie politique des « attitudes » à l'égard de l'intégration européenne a été dominée par les études quantitatives, notamment l'analyse des Eurobaromètres. Ce tropisme présente des inconvénients ; notamment il empêche d'ouvrir la boîte noire des mécanismes de perception et de compréhension de la construction européenne. Les enquêtes par sondage

¹⁹ Pour des publications récentes en français faisant le point sur la question voir notamment Mayer, 2010 et Braconnier 2010 ; voir également la traduction en français de l'ouvrage de Nina Eliasoph (1998) réalisée par Camille Hamidi (2010).

peuvent difficilement saisir la diversité des perceptions des processus en cours et surtout les ambivalences et les ambiguïtés de ces perceptions²⁰. De ce point de vue, l'enquête s'inscrit résolument dans le tournant qualitatif de l'étude des attitudes des citoyens envers l'intégration européenne²¹.

2.2. Ancrages théoriques

2.2.1. La politisation

La politisation constitue un prisme de recherche qui a fait l'objet de nombreux usages ces dernières années. Sans pouvoir revenir sur ces derniers, et sur la critique qui peut être opérée autour de leur éventuel manque de consistance²², la politisation peut être simplement définie comme le « processus d'insertion ou, au contraire, de désengagement, d'éloignement de certains acteurs, comportements ou objets par rapport au champ de la politique institutionnelle, et plus largement par rapport à l'univers perçu et construit comme spécifiquement "politique" par les acteurs sociaux »²³. On reviendra sur cette définition un peu plus loin. Pour l'instant, on se contentera de rappeler qu'on distingue généralement la politisation des problèmes et la politisation des individus.

Prise au sens de la politisation des individus, la politisation peut être étudiée, classiquement, comme les manifestations d'un intérêt ou d'une implication particuliers pour la politique ou d'une maîtrise particulière des codes et enjeux nécessaires pour se repérer dans l'univers politique spécialisé. Ces manifestations sont le plus souvent étudiées à travers des mesures de compétence ou de sophistication politiques, ou encore de niveaux et de formes de mobilisation (analyse du militantisme et du vote, etc.).

Dans le sillage d'un regain des analyses qualitatives des rapports dits « ordinaires » au politique, on a assisté ces dernières années à l'émergence d'autres manières d'envisager la politisation, qui s'insèrent plus largement dans un tournant conversationnel²⁴. Ce mouvement s'inscrit, en fait, dans un courant plus ancien qui valorise la propension des citoyens à s'engager

²⁰ Duchesne, 2008 ; Haegel & Garcia, 2011.

²¹ Belot, 2000; Diez Medrano, 2003; Meinhof, 2004; Bruter, 2005; Favell, 2008; Gaxie *and al.*, 2010 ; White, 2011.

²² Aït-Aoudia Myriam *et al.*, 2011. A la suite du courant ouvert par les travaux de Lagroye sur la politisation (2003).

²³ Arnaud & Guionnet, 2005, p. 14.

²⁴ Sur ce point, voir les publications récentes de Céline Braconnier (2010, 2012).

dans des discussions politiques comme une composante basique des systèmes politiques démocratiques²⁵, même si les discussions concrètes étaient jusque-là peu étudiées en tant que telles. En réalité, le renouveau de l'intérêt académique pour la discussion politique date de moins de deux décennies, et a été stimulé par un retour vers l'analyse des influences personnelles²⁶ et le débat sur la délibération publique dite de « masse » ou « ordinaire ». A la suite de nombreux travaux anglo-saxons, un certain nombre de chercheurs français ont porté leur attention sur l'étude des conversations comme acte politique en soi, qui nécessite dès lors l'appareillage d'un dispositif d'enquête adapté.

La politisation, étant par essence un ensemble de phénomènes et des pratiques collectives, l'équipe s'est efforcée de trouver un protocole d'enquête empirique qui soit adapté à cette construction théorique. En effet, la manière la plus commune de conduire des recherches dans ce domaine est basée sur des déclarations, l'objectif étant d'établir des liens de causalité entre d'un côté la fréquence avec laquelle les citoyens déclarent parler de politique, comment et avec qui, et de l'autre les caractéristiques des déclarants²⁷. D'autres travaux cherchent davantage à cerner de quoi ces discussions sont réellement faites, en étudiant la manière dont les citoyens parviennent à parler de politique avec d'autres. On a affaire, ici, à une opposition entre deux approches méthodologiques : demander aux gens de parler de leurs pratiques²⁸ *versus* observer les gens en train de discuter de politique²⁹ – certains (rares) chercheurs s'efforçant d'emprunter simultanément les deux approches³⁰.

Au moins trois séries de difficultés surgissent lorsqu'on approfondit l'analyse. D'abord, il faut se donner les moyens, en amont, pour étudier concrètement les conversations, ce qui implique de trouver un dispositif ou une technique d'enquête adaptés qui permettent d'observer les phénomènes rangés dans cette catégorie. Certes, il existe pour ce faire des dispositifs de participation ou des arènes associatives, mais on sait que les citoyens qui viennent y prendre la parole font partie, à divers degrés, d'une « élite » sociale. De plus, les règles institutionnelles de

²⁵ Lane, 1961; Almond & Verba, 1963 ; Putnam, 2000.

²⁶ Voir la récente traduction en français de l'ouvrage classique d'Elihu Katz et Paul L. Lazarsfeld (2008).

²⁷ Mutz, 2006; Searing *et alii*, 2008; Huckfeldt and Mendez, 2008.

²⁸ Conover, Crewe, Searing, 2002.

²⁹ Gamson, 1992, Cramer Walsh, 2004.

³⁰ Eliasoph, 1998.

prise de parole sont plus ou moins encadrées et favorisent certains processus de communication, ce qui ne permet pas d'envisager les différentes manières « spontanées » de parler de politique.

Par contraste, les observations ethnographiques des discussions « ordinaires », c'est-à-dire se déroulant en dehors de ces enceintes plus ou moins institutionnalisées, sont très difficiles à opérationnaliser. Est en cause ici le rapport entre le coût que la démarche implique en termes d'investissement (en temps passé notamment) sur le terrain (et d'ailleurs quel terrain privilégier pour observer des discussions politiques « ordinaires » ?) comparativement aux bénéfices escomptés. On connaît d'ailleurs, grâce aux quelques travaux ethnographiques anglo-saxons portant sur les discussions politiques, la rareté de telles conversations – le risque étant alors de ne rien observer du tout³¹. Cette rareté traduit une réticence plus large à parler de politique en public, qui est elle-même la conséquence de la réticence à entrer en conflit avec les autres, dans une filiation goffmanienne³². On retrouve au passage la centralité du conflit comme élément clef d'identification de la politisation et plus largement du politique. De là découle la nécessité d'avoir recours, dans une perspective quasi-expérimentale, à un dispositif d'enquête censé stimuler l'émergence de discussions politiques, de manière à pouvoir observer ces dernières. D'où le choix des entretiens collectifs plutôt que des observations ethnographiques (*cf. infra*).

Ensuite, comment reconnaît-on qu'on parle de politique, hormis les cas évidents où on parle de la politique institutionnelle / partisane ?³³ Investiguer dans ce sens présuppose d'établir un minimum de critères de repérage du politique (*cf. infra*), ou du moins d'aboutir à la proposition d'une grille de repérage au terme de l'exploitation des matériaux – ce qui implique forcément une définition sous-jacente du politique. Sans aller jusque là, on se contentera de remarquer qu'en France domine une conception axée sur le conflit ou la compétence, par contraste avec un monde anglo-saxon davantage tourné vers les notions d'injustice ou de délibération.

Deux mécanismes de la politisation avaient été mis en avant à travers l'enquête sur la délinquance de 2001. La *spécialisation* d'abord renvoie à une logique de compétence, c'est-à-dire

³¹ On dispose d'un certain de travaux, essentiellement dans le monde anglo-saxon, qui étudient quand, où et avec qui les citoyens discutent de sujets ayant des liens avec des problématiques politiques ou potentiellement politiques (Huckfeld, Johnson, Sprague, 2004 ; Mutz, 2006; Zuckerman, 2005). Quelle que soit leur méthodologie ils montrent que les discussions politiques sont limitées et rares.

³² Conover *et al*, 2002; Mutz, 2006.

³³ Sur le repérage du politique voir Leca, 1973, Duchesne, Haegel, 2001 ; Hamidi 2006.

au rapport individuel à la sphère politique spécialisée, la spécialisation correspondant ici à l'évocation et la discussion d'évènements, d'idées et d'acteurs relevant du champ politique institutionnel ou partisan. La *conflictualisation* ensuite, renvoie à une logique d'implication, c'est-à-dire de rapport individuel au conflit. Il s'agissait d'élargir cette conception somme toute assez classique de la politisation individuelle, en y adjoignant une autre dimension qui prend davantage en compte la constitution d'identités collectives antagonistes, et donc une forme d'expression des conflits – on retrouve l'influence des travaux de sociologie de l'action collective et des mobilisations ou sur l'identité sociale³⁴. Il s'agissait en d'autres termes de remettre au centre de l'analyse le repérage des clivages, entendus comme des lignes de partage qui sépareraient la communauté politique en camps.

L'objectif était non seulement d'étudier la structure des clivages mais aussi les mécanismes qui facilitent ou entravent leur expression, ce qui supposait de contourner les limites imposés par les instruments quantitatifs en adoptant une démarche qualitative (*cf. infra*). L'objectif consistait, ici, à observer quels enjeux (ou aspects des enjeux considérés) pouvaient générer des conflits entre participants aux entretiens collectifs, compte tenu du postulat selon lequel les conflits révèlent l'importance relative (leur saillance) des opinions – sous réserve que des opinions diverses sont effectivement représentées dans les groupes de discussion. Cette approche impliquait de prendre en compte le niveau des affects comme facteur de motivation, ou comme cause d'implication des participants – sans perdre de vue que les affects peuvent également constituer des conséquences, des produits d'une séquence de conflictualisation préalable.

2.2.2 - Les attitudes à l'égard de l'Europe

Le projet apporte aussi un regard renouvelé sur les attitudes à l'égard de l'intégration européenne. De nombreux travaux (essentiellement quantitatifs) ont bien montré la persistance des différences sociales et nationales en matière d'attitudes à l'égard de l'Europe³⁵, à côté d'autres paramètres comme l'ancienneté de l'adhésion, le degré d'accord / désaccord au sein des élites sur l'appartenance à l'Europe, ou encore d'autres variables sociodémographiques. Ont

³⁴ Haegel, 2005.

³⁵ Pour une synthèse, voir Belot, 2002 ; Cautrès et Grunberg, 2007 et McLaren, 2006.

notamment été mis en évidence deux facteurs explicatifs : l'importance des cadrages nationaux – lesquels restent les éléments les plus structurants des attitudes³⁶, la nationalité constituant le facteur explicatif le plus fort pour expliquer le niveau de soutien ; un biais élitiste sur le plan social – les attitudes étant davantage favorables à mesure qu'on monte dans la hiérarchie sociale, et ceci pour tous les pays et toutes les classes d'âge³⁷.

Pour expliquer ces tendances plusieurs types d'explications concurrentes ont été proposés³⁸, mais une poignée de théories se sont distinguées par leur influence. D'abord, à partir des années 1960-1970 une théorie instrumentale, fondée sur un cadre analytique inspiré par l'école du choix rationnel et une perspective néo-fonctionnaliste, s'est intéressée à un soutien spécifique de type utilitariste. Cette théorie a été fortement contestée pour ses insuffisances³⁹, aussi bien sur un plan théorique que méthodologique – cf. par exemple la critique du privilège accordé aux approches statistiques (tirées de l'exploitation des Eurobaromètres) postulant qu'on peut mesurer et évaluer le soutien à l'aide de simples indicateurs quantitatifs qui ne prennent en compte que la rationalité ou l'intérêt.

Ensuite, à partir du milieu des années 1990, l'émergence et la popularisation du thème du « déficit démocratique » ont suscité de nombreux travaux, alors que la notion d'identité européenne était introduite dans la littérature, à l'origine par des psychologues sociaux⁴⁰. Les résultats inattendus (i.e. la faiblesse du oui) lors des référendums organisés dans le cadre de la ratification du traité de Maastricht, puis les résultats négatifs des référendums pour le TCE (traité constitutionnel européen) en France, en Irlande et aux Pays-Bas, ont pu être interprétés comme la persistance d'un clivage social ou d'un biais élitiste en ce qui concerne les attitudes à l'égard de l'intégration. Ces constats ont eu pour effet de réactiver la thèse d'un euroscepticisme⁴¹, en particulier au sein des couches populaires, par contraste avec un soutien à l'intégration davantage généralisé parmi les couches supérieures. Ces constats ont même poussé certains à formuler l'hypothèse d'un « euroclash » entre les gagnants et les perdants de

³⁶ Voir aussi White, 2011.

³⁷ Cet effet ne diminue pas au cours du temps et concerne aussi bien les pays fondateurs que les nouveaux membres.

³⁸ D'autres théorisations significatives ont également vu le jour et ont apporté des contributions importantes au débat sur l'analyse du soutien à l'intégration européenne, pour une synthèse voir Gabel, 1998.

³⁹ McLaren, 2006.

⁴⁰ Breakwell, Lyons, 1996.

⁴¹ Thèse elle-même analysée comme l'effet de la rupture du consensus permissif, décrit par Lindberg et Scheingold (1970), popularisé en France par Annick Percheron sous l'expression « acquiescement de façade » (1991).

l'Europe⁴², ou du moins à renverser la perspective en passant du modèle du « consensus permissif » à celui du « dissensus contraignant »⁴³. Dans ce contexte, les appels répétés à prendre en compte d'autres aspects constitutifs du soutien comme les affects, l'identité, etc., étaient pourtant confrontés à une limite méthodologique évidente, liée au fait que les enquêtes par questionnaires sont moins bien équipées pour saisir ces niveaux et ces phénomènes. Le tournant qualitatif des études européennes est alors venu apporter les outils nécessaires et le présent projet s'inscrit résolument dans cette perspective.

2.2.3 - Hypothèses

Une série d'hypothèses de travail ont guidé les étapes de la recherche. En matière de politisation, l'équipe a dès le départ considéré :

- que la politisation des discussions n'est pas un processus linéaire ;
- que la compétence n'a pas d'effet univoque sur ce processus ;
- qu'en matière de conflictualisation c'est la hiérarchisation des appartenances sociales ou des identifications d'un individu qui constituent le moteur principal de sa disposition à s'engager et à prendre le risque du conflit avec ses interlocuteurs ;
- que la politisation est fonction des clivages qui structurent une communauté politique – elle diffère donc d'un pays à l'autre à mesure du système de clivages qui le caractérise.

Cette première série d'hypothèses est en partie liée à une seconde du point de vue des attitudes à l'égard de l'Europe. Ici, l'équipe s'est basée sur les résultats préliminaires d'enquêtes quantitatives qui ont montré l'importance des différences nationales et sociales en la matière. D'où l'hypothèse que les manières de percevoir et de comprendre l'Europe varient selon la manière dont l'Europe est cadrée⁴⁴, en fonction de ce que les individus savent de l'intégration européenne, et que les cadrages varient selon les groupes sociodémographiques et nationaux.

Trois choix ont alors été effectués, qui renvoient à la mise en œuvre d'une triple comparaison : entre pays, entre groupes sociaux et entre citoyens ordinaires et militants (*cf. le chapitre suivant consacré à la description du terrain*). D'abord, il s'est agi de segmenter les

⁴² Fligstein, 2008.

⁴³ Hooghe et Marks, 2008.

⁴⁴ L'équipe a, ici, beaucoup utilisé les travaux fondateurs de Diez Medrano, 2003.

groupes par la position sociale des enquêtés. Ensuite, il s'est agi d'inclure des groupes de militants, dans le but de mieux reconstituer les positions idéologiques présentes sous forme souvent implicite dans les groupes de citoyens non engagés, mais aussi dans le but de mesurer les éventuels décalages (en fait les décalages avérés) dans le rapport à l'Europe générés par l'implication politique. Enfin il s'est agi d'ouvrir la boîte noire des cultures nationales, poursuivant sur la voie ouverte par Juan Diez Medrano, c'est-à-dire l'analyse des modes de cadrage nationaux de la réalité européenne.

Une démarche compréhensive a ainsi été privilégiée. Les discussions organisées devaient permettre de saisir l'ampleur des incompréhensions ou des hésitations devant un processus aussi complexe que celui de l'intégration ; elles devaient aussi permettre de saisir la force des convictions, la complexité et la variété des systèmes de compréhension du monde dans lequel s'insèrent les opinions suscitées par les transformations politiques dans l'UE. Cette démarche était rendue nécessaire par le fait que différents publics pouvaient se caractériser par différentes structures de perception et de compréhension, elles-mêmes cadrées non seulement nationalement mais aussi socialement⁴⁵.

⁴⁵ Belot 2000; Bruter 2005; Diez Medrano, 2003.

3- Réalisation du terrain

Pour comprendre comment le terrain a été mené il faut d'abord préciser les choix qui ont présidé à sa réalisation, puis décrire sa mise en pratique, pour comprendre enfin le déroulement de la campagne d'entretiens collectifs.

3.1. Les choix constitutifs du terrain

L'équipe a procédé à trois types de choix : le choix des cas d'étude ; le choix des entretiens collectifs comme technique d'enquête ; le choix des groupes d'anonymes comme modalité particulière de la technique.

3.1.1. Le choix des cas d'études

Comme dans toute enquête qualitative comparée, les cas d'étude doivent être définis et leur choix doit notamment pouvoir être justifié par des critères de recherche de diversité. L'équipe s'est, ici, appuyée sur les acquis des études européennes. Conformément à ce que de nombreux travaux quantitatifs ont montré, ces attitudes sont doublement clivées, nationalement et socialement. Les groupes ont dès lors été construits de manière à pouvoir comparer les discussions sur ces deux dimensions.

La comparaison nationale impliquait en premier lieu de construire les cas nationaux. Le choix d'une comparaison entre l'Angleterre, la France et la Belgique (francophone) se justifiait, entre autres, par des raisons pragmatiques. Outre le cas français, le choix des deux autres pays a été commandé par des motifs pratiques, liées à l'impératif consistant à pouvoir mobiliser des réseaux interpersonnels et institutionnels de recherche mais aussi à pouvoir travailler directement sur les données, ce qui impliquait de maîtriser suffisamment le langage dans lequel les enquêtés seraient amenés à s'exprimer. Il se justifiait également par des raisons plus théoriques, qui renvoient à la diversité de la position occupée par ces pays au sein de l'Union européenne. Ces trois cas paraissent, en effet, *a priori* suffisamment diversifiés, au sens où tout en étant chacun des « anciens » Etats membres de l'Union, les relations que leurs populations entretiennent avec elle semblent contrastées : la Belgique, petit pays du cœur même de l'Union, dont les élites politiques ont toujours été totalement acquises à son développement ; la France,

pilier de la construction européenne mais sans cesse tiraillée par son désir de souveraineté et qui cherche – vainement – à garder la maîtrise du processus de construction de l'Union ; et enfin la Grande-Bretagne, aux marges du Continent et caractérisée par une entrée plus tardive, dont l'appartenance à l'UE continue d'étonner la population et qui repose sans cesse la question du départ.

Se posait, ici, le problème de la possibilité d'inférer des tendances nationales à partir d'un échantillon tiré de trois villes (Paris, Bruxelles, et Oxford), notamment lorsqu'on sait que le rapport à l'Europe varie sensiblement entre les contextes ruraux et urbains, même si cela reste modeste⁴⁶. Les conclusions de Diez Medrano permettaient cependant de penser que l'effet régional n'était pas suffisamment décisif pour invalider ce type d'inférence.

Les principes de la méthodologie qualitative impliquaient également de diversifier la population étudiée au sein de chaque cas national. L'enquête se devait également d'être calibrée autour d'une segmentation sociale des échantillons nationaux, conformément aux acquis des travaux antérieurs (*cf. supra*). Mais, du fait des moyens limités⁴⁷, il apparaissait impossible de distinguer un grand nombre de catégories sociales autour desquelles allaient être organisés les entretiens. L'équipe a donc choisi de travailler sur la base d'une typification réduite autour de trois catégories : *supérieure* (composée essentiellement de cadres) ; *intermédiaire* (composée surtout d'employés) ; *inférieure* (composée surtout de petits employés de service, d'ouvriers et de précaires)⁴⁸. Ces groupes étaient composés de citoyens dits « ordinaires », au sens où ils ne devaient pas être militants politiques ou syndicalistes, ni *a fortiori* élus. Ces groupes de citoyens « ordinaires » ont été distingués de groupes mobilisant volontairement et exclusivement des militants de partis politiques.

Dans chaque pays ont donc été distinguées quatre catégories de groupes : *inférieurs*, *intermédiaires*, *supérieurs*, *militants*.

⁴⁶ Duchesne et Frogner, 1995, p. 212.

⁴⁷ On se reportera utilement aux documents budgétaires. Les participants aux groupes étant rémunérés chacun sur la base de 50 €, chaque groupe de cinq ou six personnes coûtait entre 250 et 300 euros ; sachant qu'une trentaine de groupes a finalement été réalisée, le seul défraiement des enquêtés a coûté environ 9 000€. Dépenses auxquelles il fallait rajouter les coûts élevés de transcription des entretiens, beaucoup plus lourds dans le cas d'entretiens individuels.

⁴⁸ Garcia et Van Ingelgom 2010.

3.1.2. Le choix des entretiens collectifs

L'objectif global était de mener une analyse compréhensive des processus de politisation et indissociablement des attitudes à l'égard de l'UE. Le choix d'une telle technique d'enquête se justifiait selon l'équipe pour toute une série de raisons :

Saisir en actes, et non pas reconstruites et réévaluées, les pratiques de discussion. Or, l'entretien collectif est peu utilisé de manière générale en science politique et en sociologie en France ; les travaux menés sur les discussions politiques « ordinaires » à partir d'entretiens collectifs restent pour leur part encore embryonnaires⁴⁹. Cependant, en France, les réflexions sur les discussions politiques « ordinaires » s'appuient, de fait, sur cette technique beaucoup plus que sur des observations ethnographiques⁵⁰ ou que sur des enquêtes quantitatives⁵¹ – comparé au monde anglo-saxon où sont privilégiées alternativement des enquêtes quantitatives⁵² enregistrant des auto-évaluations des pratiques de discussion d'une part et d'autre part des observations ethnographiques de conversations dans des lieux publics⁵³. On retrouve néanmoins dans le monde anglo-saxon la même rareté relative des travaux mobilisant des entretiens collectifs spécifiquement pour étudier les discussions politiques⁵⁴.

Réinscrire le rapport au politique dans un cadre semi-public. L'enquête s'est fondée sur l'idée que l'entretien collectif présente l'intérêt de repositionner l'individu dans des collectifs, permettant ainsi de porter l'attention sur les influences sociales⁵⁵ qui sont au fondement des mécanismes par lesquels les citoyens se situent vis-à-vis de l'ordre politique. Les entretiens collectifs sont ainsi apparus comme un outil ajusté pour étudier la co-construction, la révélation, l'explicitation ou encore la justification de propos tenus dans un cadre collectif, et donc l'analyse des micro-pressions sociales.

Contourner la difficulté d'observer des conversations politiques « naturelles », l'équipe s'est rabattue sur l'organisation de discussions. Il s'agissait, en assumant la dimension construite

⁴⁹ On se reportage au dossier récent « Entretiens collectifs : nouveaux usages ? », *Revue française de science politique*, 61(3), juin 2011.

⁵⁰ Braconnier, 2012.

⁵¹ On trouve, en revanche, des travaux sur la discussion en ligne, par exemple dans *Réseaux* (2008).

⁵² Voir par exemple Huckfeld, Johnson, Sprague, 2004 ; Mutz, 2006 ; Jacobs, Lomax Cook, Delli Carpini, 2009.

⁵³ Par exemple, Cramer 2004 ; Harris-Lacewell 2004.

⁵⁴ Avec comme un des précurseurs William Gamson, *Talking Politics, op.cit.* Parmi les publications récentes, on peut toutefois signaler Perrin, 2006.

⁵⁵ Sur ce point, voir Kitzinger 2004.

du dispositif, d'adopter une logique en partie expérimentale, en jouant de manière contrôlée sur la composition des groupes réunis et l'animation des séances.

L'objectif visé consistait notamment à comprendre la dynamique d'expression des clivages et saisir l'intensité des « opinions » et des prises de position⁵⁶. L'équipe s'est appuyée sur l'hypothèse suivante : l'effet d'entraînement favorisé par la dynamique de discussion peut créer les conditions d'une contre-argumentation qui permet de mieux saisir à partir de quel moment, et à propos de quoi, les enquêtés sont susceptibles de s'impliquer réellement à propos d'un sujet donné (c'est-à-dire, prosaïquement, prendre le risque d'entrer en conflit avec d'autres). Il est également de nature à inciter les participants à produire un discours qui se détache plus facilement des problématiques imposées par le chercheur.

A cet égard, l'entretien individuel (sans parler des questionnaires), qu'il soit semi-directif ou non directif, ne permet qu'imparfaitement de poursuivre cet objectif. Il peut être utilisé dans une logique informative ou compréhensive⁵⁷, et dans ce dernier cas sert surtout à la révélation de la structuration idéologique de l'enquêté et à l'approfondissement de ses ambivalences. Cet outil est moins utile pour étudier les logiques de polarisation et révéler des antagonismes ; sauf à envisager des entretiens contradictoires, dont la mise en pratique apparaît pour moins malaisée parce que fortement susceptible d'exacerber les tensions bien connues du face-à-face intervieweur / interviewé. Sur ce plan, l'entretien collectif est apparu à l'équipe comme un dispositif plus adapté, du fait du cadre collectif et contradictoire qu'il instaure, et de la possibilité qu'il offre de réduire l'incidence du chercheur sur le flux de la conversation⁵⁸.

Profiter d'un supposé effet désinhibant. Les entretiens en face-à-face ont également pu être décrits comme plus difficiles à mener sur des sujets éloignés de l'expertise ou l'expérience quotidienne des individus, le risque étant en particulier que les enquêtés se contentent de faire plaisir à l'enquêteur, ou soient inhibés par ce dernier ou la situation⁵⁹.

Réduire l'effet de domination de la situation d'enquête. Avec l'entretien collectif on passe d'un face-à-face individualisant entre l'enquêteur et l'enquêté (ce qui est le cas de l'entretien

⁵⁶ Sur ce point, comparaison réponses à des questionnaires et prises de parole dans des entretiens collectifs, voir Haegel & Garcia, 2011.

⁵⁷ Cf. Sala Pala & Pinçon, 2007.

⁵⁸ Haegel, 2005.

⁵⁹ Voir le débat sur la manière d'interviewer, entre bourdieusiens et autres, à propos notamment de la parution de la *misère du monde* et du chapitre « comprendre ».

individuel) à l'expression d'un « collectif » tendancielleme nt autonomisé par rapport à l'enquêteur ; le groupe peut dès lors plus facilement prendre la main face à un intervieweur dont le rôle peut plus facilement se réduire à celui de simple « facilitateur » ou « modérateur ».

L'usage qui a été explicitement fait des entretiens collectifs dans cette enquête se rapproche de certains usages anglo-saxons centrés sur l'étude de groupes dominés, minoritaires, marginaux ou déviants. En l'occurrence il s'agissait d'exploiter la potentialité de la technique pour étudier des catégories de population supposées plus démunies à l'égard du politique, par leur manque de ressources sociales et leur sentiment d'incompétence. Un des objectifs était en effet de prendre en compte des personnes d'origine populaire et de statuts précaires, souvent marquées par des trajectoires migratoires, et qui échappent le plus souvent aux enquêtes.

L'équipe a tenu compte du fait que les entretiens collectifs souffrent de certaines limites comparativement aux observations ethnographiques, du point de vue notamment de la spontanéité, de la naturalité ou encore du réalisme des discussions étudiées⁶⁰. A cet égard, si les groupes d'interconnaissance peuvent pallier – en partie seulement – cette limite, cela est beaucoup moins le cas des groupes d'anonymes (*cf. infra*). Cependant toute « ethnographie de la citoyenneté »⁶¹ rencontre de sérieuses difficultés pratiques qu'on peut, dans une ligne pragmatique – c'est la ligne adoptée par l'équipe – espérer dépasser en acceptant un certain degré d'artificialité du dispositif d'enquête, dans une visée quasi-expérimentale. L'équipe a également considéré que les entretiens collectifs présentent un certain nombre d'avantage. Comparativement aux observations, les entretiens collectifs permettent de plus d'aller au-delà du recueil de traces en enregistrant les discussions (ce qui est inenvisageable dans la démarche ethnographique, surtout lorsque l'enquêteur agit à couvert et veut éviter toute interférence avec le cadre de discussion) ; le matériau pouvant être exploité est dès lors plus exhaustif que les notes de terrain, souvent (très) partielles. En d'autres termes, les membres de l'équipe ont fait le pari suivant : en assumant la dimension artificielle ou expérimentale du dispositif on gagne en capacités de saisie et d'analyse du phénomène étudié.

3.1.3. Le choix des groupes d'anonymes

⁶⁰ Eliasoph, 1998 ; Cramer Walsh, 2004.

⁶¹ Mariot, 2010.

Le choix des groupes d'anonymes plutôt que des groupes d'interconnaissance s'inscrit dans trois débats : le débat sur le degré acceptable « d'artificialité » du dispositif face à un idéal de « naturalité » ; le débat sur les effets (des)inhibant de l'interconnaissance ou de l'anonymat ; le débat à propos du degré de contrôle ou de recul sur l'information recueillie que favorise telle ou telle modalité de la technique.

3.1.3.1- « Naturalité » versus « artificialité »

L'équipe s'est écartée des options dominantes en matière de recours aux entretiens collectifs⁶², qui consistent à organiser les entretiens sur le principe de l'interconnaissance. On observe en effet une controverse propre aux chercheurs ayant recours à cette technique, entre partisans des groupes d'interconnaissance et partisans des groupes d'anonymes (i.e. des individus se ne connaissant pas au préalable). Puisqu'il n'est pas possible ici de retracer cette controverse, on se contentera d'indiquer que les avantages comparatifs de ces deux modalités d'enquête dépendent très largement des objectifs de recherche que les chercheurs y ayant recours se sont fixés. En effet, si l'on en croit les enquêtes quantitatives, les citoyens (en l'occurrence, les Américains puisque ces enquêtes ont été faites aux Etats-Unis) discutent des problèmes publics la plupart du temps dans des réseaux politiquement homogènes qui réassurent leurs opinions ; ces réseaux prennent souvent la forme de groupes d'interconnaissance. Cela a à voir avec le fait que les citoyens évitent généralement le politique, et notamment d'en parler, en particulier avec des étrangers, par peur du conflit (*cf. supra*)⁶³.

Mais il existe aussi des réseaux où les individus sont confrontés à des gens qui ne pensent pas comme eux, et qui mettent en jeu des « liens faibles »⁶⁴, par exemple unissant des collègues de travail ou de simples connaissances (des amis d'amis)⁶⁵, voire des gens qui ne se connaissent pas a priori (dans des lieux semi-publics comme des salons de coiffure par exemple). Un tel dispositif d'enquête s'apparente dès lors plutôt à une situation qui tend à se rapprocher de la

⁶² Pour d'autres exemples d'enquêtes menées à partir de groupes de discussion réunissant des individus mutuellement anonymes, voir Balme, Marie, Rozenberg, 2002 ; Lecrique, Lascoumes et Bezès, 2011 ; Lefébure, 2011.

⁶³ Eliasoph, 1998, Connover & alii, 2002, Cramer Walsh 2004, Hamidi, 2006.

⁶⁴ Granovetter, 1973.

⁶⁵ Mutz, 2006, p. 28.

« démocratie délibérative », où des individus mutuellement anonymes peuvent être amenés à discuter collectivement de politique.

Ces situations peuvent être légitimement étudiées. Or, trouver et observer ces lieux et ces milieux au sein desquels les désaccords politiques s'expriment n'est pas chose aisée. L'argument défendu par l'équipe a été le suivant : il faut alors en passer nécessairement par des formes d'expérimentation à la fois dans les modes de recrutement (rassembler des gens dotés de liens faibles ou qui ne se connaissent pas) et dans les manières d'animer (introduire des *stimuli* politiques, valoriser le désaccord, etc.).

3.1.3.2. Inhibition et désinhibition

Cette première ligne de controverse est doublée par une controverse à propos du rôle (des)inhibant du degré d'interconnaissance entre participants. D'après la littérature disponible, ce qui peut être dit et assumé dans une conversation de groupe, en termes d'exposition de soi, d'idées hétérodoxes ou d'expériences personnelles – potentiellement déviantes ou stigmatisées – dépend de la configuration de la situation de discussion, et notamment du degré d'interconnaissance des co-discutants. Cela est réputé être le cas notamment pour des sujets sensibles ou controversés, comme le sont généralement les sujets politiques.

En l'état, le débat semble loin d'être réglé ; ce qu'on peut retirer des rendus d'expériences dans la littérature à ce sujet est que l'espace de ce qu'il est bienvenu, important ou risqué voire impossible de dire, varie, de manière complexe⁶⁶, en fonction de plusieurs paramètres comme : la qualité des sociabilités, le degré de familiarité entre enquêtés, le degré d'homogénéité de leurs statuts sociaux (ou de leur genre par exemple) et bien sûr du thème de la conversation et du type d'expérience dont il est question⁶⁷, mais encore d'autres éléments contextuels comme le lieu de la conversation par exemple.

Certains chercheurs estiment ainsi qu'il est plus facile d'entrer en conflit ou de dire des choses potentiellement dérangeants face à quelqu'un qu'on ne reverra jamais que face à des

⁶⁶ Sur ce point, voir Hollander, 2004.

⁶⁷ Lecrique, Lascoumes et Bezès (2011) constatent que les discussions entre anonymes sur la corruption peuvent faciliter, à l'occasion, la révélation de pratiques déviantes.

proches qu'on risque de revoir, le problème central en l'espèce étant lié à l'impératif de préserver sa réputation. C'est la ligne privilégiée par l'équipe.

3.1.3.3. *Le contrôle de l'information*

Un dernier point de controverse renvoie au degré de contrôle que le chercheur peut avoir à propos de l'information sur les enquêtés et la signification des propos qu'ils tiennent en situation d'entretien. D'un point de vue pragmatique, l'équipe a privilégié les groupes d'anonymes en considérant que ces derniers permettaient de mieux contrôler le recrutement des enquêtés. La plupart du temps, les chercheurs qui privilégient les groupes d'interconnaissance recrutent d'abord des personnes ressources / relai à qui est ensuite délégué le recrutement des autres participants. Cette option présente deux risques : au pire, que la personne ressource recrute les personnes les plus compétentes de son entourage, et biaise ce faisant l'échantillon ; au mieux, qu'une partie importante du processus de recrutement échappe au chercheur⁶⁸. Les groupes d'anonymes permettent de mieux contrôler ce paramètre, et donc d'être davantage réflexif sur cet aspect de l'enquête. Comme l'équipe avait à cœur de contrôler le plus possible cette variable, les groupes d'anonymes représentaient une solution plus adaptée de ce point de vue.

Outre la question du recrutement, les groupes d'interconnaissance sont parfois présentés comme ayant une autre caractéristique, qui est de renforcer l'asymétrie entre le chercheur et le groupe du point de vue de la compréhension de ce qui est dit durant les échanges. A l'image de ce qui peut se produire à l'occasion d'observations ethnographiques réalisées sur des terrains au sein desquels l'enquêteur est faiblement intégré, l'interconnaissance entre enquêtés conduit souvent ces derniers à rester dans l'implicite ou du non dit. Dès lors beaucoup d'informations (l'histoire du groupe réuni, l'état de leurs relations mutuelles, etc.) risquent d'échapper à l'enquêteur – mais non pas aux participants – lorsqu'on réunit des groupes d'interconnaissance. Le chercheur risque ainsi de manquer d'éléments pour interpréter le sens des prises de parole, par

⁶⁸ Cela concerne les motifs de refus ou d'acceptation des individus à qui on a proposé de participer au groupe, la nature de la relation entre la personne ressources et les participants, etc.

méconnaissance du contexte sous-jacent – ce problème n'est d'ailleurs pas propre aux entretiens collectifs et peut-être rencontré dans les situations d'observations ethnographiques⁶⁹.

Dans une configuration de groupe d'anonymes, le chercheur est davantage à égalité avec les enquêtés. Cette situation renforce les chances d'avoir les mêmes informations que celles dont dispose chacun des participants sur les autres participants pour interpréter les propos des co-locuteurs, les raisons ou les motivations des prises de parole – du moins si on considère les propos et les significations explicitement formulées et exprimées durant les échanges. Cette situation n'annule cependant jamais la distance sociale entre le chercheur et les enquêtés tout comme les effets de proximité entre enquêtés, qui font que ces derniers n'ont parfois pas besoin de dire les choses pour se comprendre à demi-mot, par des gestes, des attitudes, des postures... autant de signes qui risquent toujours d'échapper au chercheur.

3.2. La mise en pratique

La mise en pratique de ces choix peut être éclairée en reconstituant l'organisation des étapes du recrutement, puis le regroupement des participants sélectionnés dans les groupes de discussion.

3.2.1. L'organisation du recrutement

3.2.1.1. Préparation et mise en œuvre du recrutement

Plusieurs réunions d'équipe à l'automne 2005 ont permis d'organiser le dispositif d'enquête, notamment de concevoir le scénario de l'organisation et du déroulement des groupes de discussion, mais aussi d'harmoniser la procédure de recrutement.

Les réunions d'équipe ont initialement permis d'élaborer un premier canevas de grille d'entretien que Sophie Duchesne, Florence Haegel et Elizabeth Frazer se sentaient capables d'administrer dans leur langue maternelle. Ces réunions ont montré la grande difficulté à mettre au point un scénario commun, ayant du sens et de nature à susciter le même niveau d'intérêt politique dans les trois pays, notamment parce que les cas d'études étaient assez contrastés sur

⁶⁹ Cf. les situations où l'on n'est pas assez bien intégré au milieu et où l'on manque systématiquement d'informations sur l'état et l'histoire des relations entre individus composant le milieu observé.

la question de l'Europe⁷⁰. Pour tester ce scénario et plus généralement l'ensemble du dispositif (accueil des participants, scénographie, modalités techniques, organisation du buffet à la pause, gestion de « l'après groupe », etc.), deux groupes tests ont été réalisés à Paris⁷¹ et un autre à Oxford dans le courant du mois de décembre 2005, puis un autre groupe test à également été organisé à Bruxelles en février 2006, en présence de toute l'équipe⁷².

Pour organiser le recrutement l'équipe a eu recours à un assistant de recherche par pays, dont deux – Virginie Van Ingelgom et Guillaume Garcia – sont devenus par la suite membres à part entière de l'équipe. Le recrutement des enquêtés a été opéré en ayant recours à plusieurs canaux de sollicitation : publication d'annonces dans des journaux gratuits ou des sites internet de « petits boulots » ; affichage et tractage dans des lieux publics appropriés ; sollicitation de réseaux personnels. Le recrutement des militants s'est effectué à part, en sollicitant directement les antennes des principaux partis politiques à Paris, Bruxelles, et dans la région d'Oxford.

Pour encourager la participation d'individus qui n'étaient pas *a priori* particulièrement intéressés par les questions politiques ou la science, ou pour surmonter le sentiment d'incompétence des plus démunis, deux principes ont été actés : contacter les membres des catégories « populaires » par des canaux susceptibles de toucher ces derniers⁷³ ; proposition d'un dédommagement financier (qui valait dès lors pour tous les enquêtés, quelle que soit leur catégorie sociale). L'équipe avait à cœur de toucher un public qui échappe le plus souvent aux enquêtes d'opinion, notamment les membres des catégories populaires ; il s'agissait donc d'éviter de ne solliciter que les plus compétents et intéressés et d'attirer ceux qui, sans l'intéressement financier, n'auraient probablement pas répondu ou posé leur candidature⁷⁴.

⁷⁰ En particulier la France sortait d'une campagne assez mouvementée à l'occasion du référendum du 29 mai 2005, expérience que n'avaient pas connue la Grande-Bretagne et la Belgique. En outre, le consensus belge en faveur de l'intégration contrastait avec l'eurosepticisme anglais et imposait une très grande neutralité dans le questionnement, alors même que le scénario était destiné à cliver chaque groupe de discussion et se devait donc d'être assez conflictuel.

⁷¹ Un premier pilote composé de relations de S. Duchesne et F. Haegel ou de relations de relations ; un autre pilote composé d'anonymes et recruté de la même manière que les enquêtés suivants.

⁷² Le pilote de Bruxelles également composé d'anonymes.

⁷³ Se reporter au document de synthèse du recrutement pour consulter les détails de l'opération.

⁷⁴ Les participants pouvaient se douter qu'ils seraient amenés à discuter d'un thème plus ou moins politique en raison des questions posées dans le questionnaire principal et dans le questionnaire complémentaire (et certains l'ont explicitement exprimé après coup).

Pour être un minimum efficace, ce dédommagement a été calculé pour correspondre à l'équivalent d'une journée de travail rémunérée au salaire minimum, soit 50 € et 40 £⁷⁵. Il était réglé sous forme de bons d'achat à Paris et à Bruxelles et sous forme de chèques ou d'espèces à Oxford. Cette démarche pose un problème non réglé, qui est celui de la comparabilité de l'effet de sollicitation de la rémunération. Selon le pays d'abord, puisque la rémunération était certainement plus attractive sous forme monétaire que sous forme de bons d'achats. L'impact de la sollicitation financière n'était probablement pas non plus strictement identique d'une catégorie sociale à l'autre. Il est probable que pour les cadres supérieurs l'utilité financière d'une somme de 50 euros, qui plus est en bons d'achat, ait été relativement faible, et n'ait pas permis d'attirer les cadres supérieurs *a priori* très distants vis-à-vis de la politique⁷⁶. Inversement, de nombreux membres de catégories populaires se disaient peu ou pas intéressés par la politique, ne se situaient pas sur l'échelle idéologique, ou encore déclaraient s'abstenir aux élections, ce qui semble indiquer que la sollicitation a ici été relativement efficace.

3.2.1.2. La sélection des candidats

Pour sélectionner les candidats les assistants ont eu recours à l'administration – le plus souvent par téléphone – d'un court questionnaire⁷⁷ qui visait à cerner le profil sociopolitique des répondants à l'aide de quelques questions portant sur : l'origine sociale, la profession, le niveau d'études, l'auto-positionnement sur l'axe gauche-droite, le vote aux dernières élections générales et la position sur le traité constitutionnel⁷⁸. Un second questionnaire, lui aussi généralement administré par téléphone, venait en complément, une fois les candidats sélectionnés, pour approfondir la connaissance de leur trajectoire sociale et de leurs positions idéologiques.

Le recrutement des militants s'est pour sa part fait de manière spécifique : il a été réalisé par le biais d'une sollicitation directe des partis politiques ; le principal critère de sélection était

⁷⁵ Il n'était de toute manière pas possible d'aller au-delà pour des raisons fiscales, d'ailleurs propres à chaque pays.

⁷⁶ Dans cette enquête, les individus particulièrement intéressés par la politique ou se sentant suffisamment compétents pour en discuter collectivement apparaissent surreprésentés parmi les répondants situés en haut de l'échelle sociale. Sur ce point, voir Van Ingelgom, 2010.

⁷⁷ La consigne était de ne pas préciser le sujet de la discussion avant la réunion, et de ne pas insister non plus sur la dimension politique de la recherche, mais plutôt de mettre l'accent sur l'intérêt porté à la discussion en soi, autrement dit à la manière dont les gens discutent entre eux. Le nom des chercheuses responsables n'était pas non plus mentionné sur les annonces et ni pendant l'entretien téléphonique, sauf si la personne insistait. En revanche, leur identité et affiliation étaient précisées dans la lettre de convocation envoyée aux enquêtés sélectionnés.

⁷⁸ Le questionnaire a été testé dans la phase préparatoire pour aboutir à sa version stabilisée.

l'appartenance à un parti, et non pas des critères socioculturels. En raison du faible nombre de répondants aux sollicitations, l'échantillon n'était de toute manière pas assez large pour constituer des groupes de militants diversifiés sur le plan social ; de fait la grande majorité des militants recrutés étaient des catégories sociales supérieures.

3.2.2. Le regroupement des participants dans les groupes de discussion

Le regroupement des enquêtés s'opérait à plusieurs, en général l'assistant de recherche qui avait procédé au recrutement dans chaque pays et plusieurs des autres membres de l'équipe⁷⁹. Les repères utilisés pour décider de l'opportunité de mettre telle personne avec telles autres prenaient en compte la série d'éléments suivants : les indicateurs sociopolitiques issus du questionnaire de sélection ; l'impression laissée par le candidat à l'assistant de recherche à l'occasion de l'interaction téléphonique ; une série de critères / recettes tirées de la littérature et de la précédente enquête sur la délinquance. Ces critères se sont précisés au fur et à mesure de l'avancement de l'enquête et ont été ajustés en fonction de l'expérience des premiers groupes organisés⁸⁰. Conformément aux orientations théoriques du projet (*cf. supra*), les catégories de groupes ont été distinguées au niveau de la position sociale mais aussi de celui de l'implication politique (c'est le cas spécifiquement des groupes de militants) des répondants.

Au final dans chaque pays ont été distinguées trois catégories sociales, qui renvoient à une version simplifiée de la stratification sociale, correspondant à une tripartition entre milieux *populaires, intermédiaires et supérieurs*⁸¹. A ces trois catégories a été ajoutée une catégorie politique⁸².

Dans chaque catégorie deux groupes ont été organisés, de manière à contrôler l'effet de la dynamique de discussion. Chaque groupe comportait entre quatre et sept participants, pour une

⁷⁹ Sophie Duchesne et Florence Haegel à Paris ; Sophie Duchesne et secondairement Florence Haegel à Bruxelles ; Elizabeth Frazer et secondairement Sophie Duchesne à Oxford.

⁸⁰ Mais aussi en fonction de considérations pragmatiques (Garcia, Ingelgom, 2010).

⁸¹ Les groupes *supérieurs* sont composés de cadres et de membres des fractions hautes des professions intermédiaires, au sens des PCS de l'Insee. Les groupes *intermédiaires* sont composés des fractions basses des professions intermédiaires, d'employés de bureau et des fractions hautes des employés de commerce et de service. Les groupes *inférieurs* sont pour leur part composés d'ouvriers et des fractions basses des employés de commerce et de service ; ils comprennent de nombreux individus occupant des statuts d'emplois précaires ou en situation de chômage.

⁸² On se reportera utilement aux PV de réunions et aux premières moutures du projet, qui permettent de reconstituer les étapes de l'enquête : une catégorie constituée d'étudiants initialement prévue a été supprimée par manque de moyens ; cette typification était notamment commandée par des contraintes financières.

moyenne de cinq/six individus. Les participants étaient mutuellement anonymes ; ils étaient également inconnus au préalable des membres de l'équipe (sauf rares concours de circonstance). Concrètement ont été privilégiés les candidats aux parcours sociaux les plus typiques du point de vue de l'association entre leur diplôme, leur profession et celle de leurs parents. En choisissant des individus typiques, c'est-à-dire situés au cœur et à peu près au même niveau de chaque strate de l'espace social, il était espéré qu'une identification de « classe » se noue à travers le partage de références sociales ou culturelles communes. Il s'agissait d'assurer les conditions minimales d'une compréhension mutuelle entre participants d'un même groupe, au niveau culturel et linguistique voire au-delà, de manière à favoriser une communicabilité des expériences sociales, afin notamment d'éviter les phénomènes de domination sociale trop marqués.

Un certain nombre de problèmes se sont posés pour regrouper les candidats sélectionnés, lesquels témoignaient souvent en fait de profils variés, dans ces catégories idéales typiques⁸³. Pour commencer, des nécessités pragmatiques ont obligé l'équipe à composer avec les profils à disposition afin de réunir les groupes. La réalisation d'entretiens collectifs implique, en effet, de tenir compte de l'emploi du temps conjugué de tous les participants potentiels.

Par ailleurs, la volonté de diversifier les participants selon d'autres critères, principalement leur positionnement politique et secondairement leur origine ethnique (voire leur genre) a également poussé à sélectionner, ponctuellement, des candidats moins typiques des catégories sociales qu'il était question de reconstituer, mais possédant une autre propriété rare recherchée par ailleurs.

La diversification politique de chaque groupe devait servir à créer un potentiel de désaccord entre participants d'un même groupe et à en faciliter l'expression, de façon à observer les conditions d'émergence et de gestion des conflits en leur sein. Il s'agissait de favoriser des conditions de constitution d'alliances ou de coalitions entre participants, conformément à la conception de la politisation décrite plus haut. Les enquêtés qui prenaient part à un groupe ne connaissaient pas *a priori* les opinions des autres participants, et découvraient au fil de la discussion les potentielles lignes de désaccord entre eux. En revanche, chacun était informé de la profession des autres, ou de ce que chacun voulait bien dire de sa vie pendant la phase de démarrage des groupes de discussion (c'est-à-dire entre leur arrivée dans la salle et le début de

⁸³ Sur ce point voir Garcia et Van Ingelgom, 2010.

chaque séance) ou pendant les discussions. Ils savaient cependant plus ou moins explicitement, avant même de recevoir le lettre de convocation, qu'ils seraient placés en compagnie de gens aux opinions diverses⁸⁴.

Les candidatures de répondants, dont les assistants de recherche pouvaient penser qu'ils appartenaient à des minorités ethniques⁸⁵, ont pu parfois être privilégiées, au détriment de l'homogénéité sociale des groupes considérés. La diversification ethnique des échantillons des enquêtes constitue, en effet, un écueil récurrent de la recherche en sociologie, et le recrutement avait pour objectif explicite de maximiser les chances de solliciter de telles candidatures de « minorités ethniques ». Outre les « injonctions » induites par les éléments de la consigne (une des questions de la grille d'entretien – ce que l'équipe a appelé le « scénario » – invitait à débattre de l'opportunité de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, *cf. infra*), il était espéré d'observer, ce faisant, la façon dont les participants géraient des clivages « ethniques » ; l'équipe s'est fondée ici sur l'hypothèse que ces clivages au sens large sont difficilement exprimables en contexte normal, en l'absence de stimuli.

Ici la stimulation était assurée par la présence d'une ou plusieurs personnes issues de minorités ethniques (le plus souvent issues de l'immigration du Maghreb, de l'Afrique subsaharienne, ou de l'Asie, selon les cas) associées à des membres de la « majorité » ethnique dans le pays. Au total le dispositif d'enquête a dû être adapté en fonction des terrains afin de construire la comparaison : il a fallu ajuster, improviser, procéder différemment d'un terrain à l'autre pour aboutir à des résultats comparables. On retrouve ici la difficulté inhérente à toute démarche qualitative comparée : harmoniser les modes de recrutement non pas en reproduisant exactement les mêmes procédés mais en adaptant les protocoles à la marge, pour obtenir des « résultats » réellement comparables.

⁸⁴ La consigne lors des interactions téléphoniques était de ne pas parler de politique mais d'indiquer qu'il y aurait des « gens qui se ressemblent » mais « d'opinions diverses ».

⁸⁵ Qu'ils l'aient d'eux-mêmes mentionné au téléphone ou que l'équipe l'ait déduit en s'appuyant notamment sur la consonance de leur nom de famille ou de leur prénom et / ou de leur religion déclarée.

3.3. Déroulement

Pour comprendre le déroulement du terrain il faut d'abord dire quelques mots du déroulement global de la campagne d'entretiens, et notamment de la succession des trois terrains, pour préciser ensuite le modèle selon lequel les séances se sont généralement déroulées.

3.3.1. Déroulement de la campagne

La réalisation du terrain présente une spécificité du point de vue des pratiques ordinaires de la comparaison internationale, du moins lorsque celle-ci est effectuée par des équipes nationales distinctes et autonomes : les trois terrains n'ont pas été menés de front et de manière autonome, mais successivement et de manière assez intégrée.

A cet égard doivent être soulignés le poids des membres parisiens dans l'équipe, ainsi que l'irréversibilité des choix faits initialement à Paris. La campagne d'organisation des entretiens a été menée en trois temps, en commençant par Paris, entre décembre 2005 et février 2006, en suivant par Bruxelles, en mars 2006, en terminant par Oxford, en deux vagues – avril puis mai-juin 2006. Le temps de préparation a varié assez sensiblement selon le terrain. A Paris le pré-recrutement a démarré courant décembre 2005, afin d'organiser les groupes pilotes ; puis le terrain a été interrompu pendant trois semaines durant la période des fêtes de fin d'année ; il a redémarré au début du mois de janvier, pour se terminer au début du mois de février. Au total 137 personnes ont répondu à la sollicitation (c'est-à-dire ont répondu au questionnaire de sélection), et 58 ont effectivement participé à un groupe⁸⁶. A Bruxelles le démarrage du terrain a suivi dans la foulée (avec le lancement de la procédure de recrutement) et s'est achevé à la mi-mars (avec l'organisation du dernier groupe), s'étalant sur une période plus courte de cinq semaines en tout (avec trois semaines pour organiser le 1^{er} groupe). Au total 93 personnes ont répondu au questionnaire de sélection, et 46 ont effectivement participé à un groupe.

A Oxford le terrain a démarré une semaine avant la fin du terrain bruxellois (avec environ deux semaines de latence pour organiser les premiers groupes) et s'est interrompu un peu avant la mi-avril, après avoir organisé sept groupes. Seuls quatre d'entre eux ont été conservés,

⁸⁶ Le nombre total d'individus ayant répondu à l'annonce n'a pas été répertorié (incluant ceux qui ont laissé un message téléphonique ou envoyé un mail mais qui n'ont pas été rappelés ou n'ont pu être joints, ou encore les gens qui ont décliné l'offre une fois connues les conditions de l'enquête).

et trois ont donc été écartés. Des problèmes de comparaison des groupes se sont en effet posés, liés aux spécificités du terrain d'Oxford par rapport aux deux autres terrains, et du trop faible temps de latence pour accumuler les candidatures et adapter la procédure de recrutement. Le terrain a alors été interrompu pendant plus d'un mois et demi, puis a repris à la toute fin du mois de mai. L'équipe anglaise a alors bénéficié de quasiment un mois de latence pour organiser les quatre groupes restants (programmés à la toute fin du mois de juin, sur la même semaine), de manière à se réserver une marge de manœuvre significative pour recruter des participants davantage conformes aux schémas précédemment établis. Au total 181 personnes ont répondu au questionnaire de sélection, et 59 ont effectivement participé à un groupe⁸⁷. Globalement le corpus des répondants (les individus ayant répondu au questionnaire de sélection) est composé de 411 personnes, tous terrains confondus, pour un total de 133 participants aux groupes de discussion conservés pour former le corpus finalement analysé.

3.3.2. Déroulement des entretiens

3.3.2.1. Les conditions matérielles

Une fois les candidats sélectionnés ainsi qu'une date et un horaire arrêtés, une lettre de confirmation précisant les modalités de la discussion et le cadre de la recherche était la plupart du temps envoyée aux candidats sélectionnés⁸⁸. A Paris les entretiens ont eu lieu principalement dans la salle Annick-Percheron au sous-sol du 98 rue de l'Université (à l'époque locaux du Cévipof), et secondairement dans des salles de cours de Sciences Po (27, rue Saint-Guillaume et 56, rue des Saints-Pères). A Bruxelles les groupes ont été réunis dans la salle des Toges sur le campus de l'UCL à Woluwé-Saint-Lambert, dans la région de Bruxelles-capitale. A Oxford les groupes ont été réunis dans une salle du département de science politique et des relations internationales à l'université d'Oxford (Manor Road Building).

A son arrivée, chaque participant était invité à inscrire son nom sur un tableau placé près de l'entrée de la salle, à indiquer sa profession et à choisir une personne / un personnage

⁸⁷ Il convient de noter qu'il s'agit des personnes qui ont participé aux huit groupes finalement retenus pour former le corpus anglais.

⁸⁸ Lorsqu'il n'était pas possible d'envoyer une lettre (soit l'équipe ne disposait pas de l'adresse postale de la personne concernée, soit le groupe devait être organisé très peu de temps après la confirmation de la participation) les conditions de venue étaient organisées par mail ou par téléphone.

qu'il ou elle aimait bien. L'objectif était de trouver une entrée en matière relativement détendue, mais aussi que chacun puisse connaître un minimum les autres participants⁸⁹. Il leur avait été proposé de choisir un pseudo (pour protéger leur anonymat) qui serait inscrit, comme les prénoms, sur un badge collé au niveau de la poitrine, de manière à ce que chacun puisse se rappeler le prénom des autres pendant les échanges. Seuls quelques britanniques ont eu recours au pseudo, et un seul belge. Le fait de prolonger les discussions sur un temps assez long – de trois à quatre heures suivant les groupes – permettait aux participants de se familiariser les uns avec les autres et d'identifier leurs opinions réciproques, de sorte que c'est en connaissance de cause qu'ils en venaient ou non à prendre le risque du conflit en s'impliquant dans la discussion. Ce temps d'adaptation ou d'acclimatation aurait sans doute été plus court avec des groupes d'interconnaissance ; mais en l'occurrence ils devaient d'abord faire connaissance et se jauger mutuellement, et tout ceci prenait nécessairement plus de temps.

En fonction de l'horaire de convocation il a pu arriver que les participants restent sur place plus longtemps : certains arrivaient bien avant, et pouvaient discuter avec les membres de l'équipe ou avec les autres participants, déjà présents, ou bien boire ou manger ; à la fin de la séance il leur était à nouveau offert à boire (et à manger en fonction des reliefs du buffet), et certains pouvaient rester un peu plus longtemps (certains désiraient manifestement poursuivre la discussion, d'autres avaient sympathisé entre eux, d'autres encore voulaient s'enquérir des tenants et aboutissants de la recherche en dehors du cadre de l'exercice imposé).

Ces moments avant et après la discussion proprement dite servaient aussi à compléter les questionnaires de sélection ou les questionnaires complémentaires qui n'avaient pu être remplis par téléphone⁹⁰. A la fin de la séance en général avait lieu la distribution des bons d'achat ou de la rémunération, après signature de l'autorisation à conserver / réutiliser les enregistrements pour des fins de recherche⁹¹. Chaque débriefing (des notes resituant le contexte dans les quelques heures précédant la tenue du groupe, à la pause et juste après la fin des entretiens) était fait dans la foulée, soit le soir même, soit le lendemain, à partir de notes prises dans le cours même

⁸⁹ Cet aspect de l'enquête n'a pour l'instant pas été exploité systématiquement.

⁹⁰ C'est notamment le cas des militants envoyés par les partis politiques ou des personnes trouvées au dernier moment (par des intermédiaires personnels, ou les Restos du cœur, etc.).

⁹¹ Ces formulaires sont rédigés de manière très simple à Paris et Bruxelles ; ils ont été plus détaillés à Oxford, en raison des contraintes éthiques pesant sur la recherche dans le monde anglo-saxon.

de la séance et des impressions et souvenirs des autres membres de l'équipe. L'écriture à plusieurs mains visait à être le plus exhaustif et objectif possible dans la restitution de ces souvenirs.

Dispositif scénique

Les participants étaient assis sur des chaises qui formaient un demi-cercle. Devant eux il y avait une table où étaient placés deux dictaphones (qui enregistraient les échanges), ainsi qu'un stock de cartes et de feutres. Derrière la table se tenait debout l'animatrice, qui notait sur les cartes des résumés des séries d'interventions, cartes qu'elle épinglait au fur et à mesure sur des tableaux placés derrière elle. A chaque nouvelle phase de la discussion (*cf. infra*) le tableau était changé⁹². Les discussions étaient enregistrées à l'aide d'une camera vidéo, placée dans un angle de la pièce et visible des participants. La caméra était actionnée par un opérateur (généralement un assistant) assis sur une chaise. Un assesseur (en général l'une des deux animatrices) était assis à une table située en retrait de la zone de discussion, et prenait des notes sur ce qui se passait (notes qui servaient ensuite de canevas pour rédiger les débriefings).

3.3.2.2. Les phases

Les cinq questions du scénario (grille d'entretien), qui encadraient les cinq phases de la discussion, ont été conçues dans le but de favoriser le développement de désaccords entre les enquêtés. La première session de la discussion, avant la pause, se composait de deux questions qui devaient durer au total environ 1h15.

La première question, « Être européen, qu'est-ce que ça veut dire ? » était destinée à encourager les participants à exprimer leurs sentiments d'identité ou à exprimer leur inclination / aversion par rapport au fait d'être ou de devenir Européens.

La deuxième question, « Comment répartir le pouvoir en Europe ? » était scénarisée de manière à ce que les participants argumentent alternativement en faveur ou en défaveur de l'attribution du pouvoir aux quatre entités suivantes : les nations, les élus, les experts ou le marché (un grand tableau était divisé en quatre cadrans, et chacun représentait un de ces quatre

⁹² Les tableaux étaient stockés contre un mur, à l'envers pour que les participants ne puissent pas deviner l'objet de la phase suivante ; à chaque transition le tableau considéré était tourné et placé face aux participants.

pôles, cadrans sur lesquels étaient épinglées les cartes, *cf. infra*). La discussion se clôturait avec un vote par lequel chaque participant devait individuellement répartir des gommettes (au nombre de six) à coller sur le ou les cadrans de son choix. Cette question visait à recueillir le niveau de compréhension du système politique européen et était censée favoriser l'expression de la confiance *versus* la défiance envers la gouvernance européenne.

Ces deux premières questions étaient pensées pour permettre à chaque participant d'identifier et de prendre la mesure des opinions / positions des autres participant, dans le but de constituer des alliances quand les questions en jeu deviendraient plus controversées. Elles devaient également permettre de donner une première idée du degré d'acceptation et de compréhension du processus d'intégration de la part des participants.

Une pause de 15 à 20 minutes, autour d'un buffet, constituait un moment de sociabilité et de convivialité destiné à favoriser le processus d'interconnaissance entre membres de chaque groupe de discussion. Il était espéré que dans ce cadre plus détendu, en tout cas moins formel, les participants livrent aux autres des éléments plus personnels, reliés soit à leurs expériences biographiques soit à leurs opinions. L'objectif poursuivi était de permettre aux participants de s'identifier mutuellement pour préparer la seconde partie de la session, qui était plus conflictuelle. La seconde partie était composée de trois questions, et devait durer environ 1h30.

La troisième question, « À qui profite l'Europe ? », était destinée à conflictualiser la discussion, en suggérant aux participants de se positionner par rapport à un éventuel clivage entre les « gagnants » et les « perdants » de l'Europe et en opposant pour ce faire des équipes de deux ou trois participants dans chaque groupe. Ces derniers étaient censés s'être appariés par affinité idéologique à l'issue de la pause, mais le plus souvent dans les faits ils ont refusé de se choisir et les équipes ont dû être la plupart du temps imposées. Les équipes préparaient leurs réponses pendant une dizaine de minutes, les écrivaient sur des cartes ensuite que l'animatrice lisait ensuite devant le groupe de manière à lancer la discussion, puis les affichait au fur et à mesure au tableau conformément au mode d'animation décrit plus loin.

La quatrième question, « Pour ou contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ? » était précédée d'un vote par lequel chaque participant devait individuellement se prononcer en faveur ou en défaveur de l'entrée, en allant personnellement au tableau coller une gommette sur la réponse de son choix.

La **cinquième** question, « Qui parmi les partis politiques est favorable ou non à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ? (suivait une liste de partis politiques) » était destinée à servir de test de compétence politique. Les participants étaient invités à répondre en évaluant la position des principaux partis politiques de leur pays (une liste de partis était suggérée par l'animatrice, à partir de cartes sur lesquelles était collés le logo ainsi que la photo du dirigeant des principaux partis politiques).

3.3.2.3. *L'animation*

L'animation avait deux grands objectifs. Le premier, grand classique des entretiens collectifs, était d'éviter que les prises de parole ne se chevauchent excessivement, ceci afin de rendre audible l'enregistrement et donc interprétable le matériau recueilli. Le deuxième objectif, plus original, puisque les entretiens collectifs sont communément utilisés pour recueillir un sens partagé (entre les individus qui discutent concrètement dans un groupe), était de faciliter l'expression et l'explicitation des désaccords. Il s'agissait sinon de provoquer du moins de dédramatiser l'expression du désaccord entre participants. L'animation (tout comme l'ensemble du matériel utilisé – tableau, gommettes, cartes, etc.) était adaptée d'une méthodologie utilisée dans la consultance et la gestion des organisations, et développée par une société dénommée Metaplan®. La technique, initialement pensée pour créer du consensus, a été détournée pour créer du désaccord ; elle avait déjà été utilisée par S. Duchesne et F. Haegel pour leur enquête sur la délinquance⁹³.

L'animation était effectuée par une des chercheuses qui transcrivait autant que possible les propos échangés, au fur et à mesure, sur des cartes épinglées à de grands tableaux de papier⁹⁴ auxquels les participants faisaient face, de manière à favoriser la réflexivité du groupe. La publicité des propos était donc inscrite au cœur du dispositif, et était renforcée par la présence de l'assesseur et de l'opérateur caméra. Le modérateur pouvait aussi répéter certains points ou demander des éclaircissements, incluant des accords et des désaccords dans la discussion, et inviter le groupe à (re)considérer comment les idées notées sur les cartes étaient connectées entre

⁹³ Certains éléments de la technique sont décrits dans plusieurs publications.

⁹⁴ Pour rappel un tableau par question, soit cinq tableaux en tout.

elles. Le résultat de cette activité pouvait être indiqué de manière visuelle, par exemple en reliant au feutre les cartes connectées entre elles au sein d'un ensemble commun.

La technique dite « de l'éclair » consistait à annoncer dès le début de la séance, comme une règle du jeu, qu'il était attendu des participants qu'ils réagissent s'ils entendaient ou voyaient affiché un propos avec lequel ils avaient le moindre désaccord. L'animatrice devait valoriser toute demande « d'éclair », dessiner ce dernier sur le tableau à l'aide d'un feutre rouge, et s'assurer que cet éclair faisait bien par la suite l'objet d'une discussion spécifique.

Ces aspects du dispositif étaient destinés à contrebalancer la réticence des enquêtés à prendre le risque du conflit dans une discussion publique, ce qui supposait de mettre en place des conditions spéciales et des incitations explicites. Dans ce but tout a été pensé et fait pour rendre possible, voire favoriser la conflictualisation : en jouant sur l'ordre des questions, la longueur des débats, l'inclusion d'un temps de sociabilité (repas), le niveau de directivité de l'animation, l'affichage au fur et à mesure des idées exprimées mettant en évidence les ambivalences et les contradictions, ainsi que l'usage valorisé d'un marqueur de désaccord.

A côté de cela, l'animation était globalement peu directive, au sens où les animatrices laissaient dériver la discussion dans le sens souhaité par les participants ; les cinq questions de la grille d'entretien constituaient cependant une occasion de réintroduire la problématique de l'Europe et de ramener éventuellement les échanges sur ce thème. Le type d'animation se situe donc entre le mode semi-directif et non-directif, sachant qu'il subsiste des différences sensibles dans la façon de modérer de chaque animatrice – Sophie Duchesne et Florence Haegel ont ainsi été formées au non-directif (selon les enseignements de Guy Michelat notamment), à la différence d'Elizabeth Frazer.

En somme, en créant les conditions d'un possible conflit au sein du groupe, il s'agissait d'observer si, et en quoi, la question de l'Europe constituait un enjeu pour les participants. Mais en laissant la discussion évoluer selon les intérêts des enquêtés, il était possible d'évaluer le potentiel de conflit des questions européennes par contraste avec d'autres enjeux / thèmes spontanément soulevés par les participants au fil des échanges.

L'animation était assurée à Paris par Sophie Duchesne et Florence Haegel, qui alternaient au moment de la pause. A Bruxelles une partie des groupes a été animée uniquement par Sophie Duchesne, et l'autre en alternance avec Florence Haegel. Les groupes anglais ont été animés

essentiellement par Elizabeth Frazer. A l'expérience, il est en effet apparu que S. Duchesne n'était pas capable d'animer les débats en anglais (l'animation supposant de noter les propos en même temps que de distribuer la parole, le niveau de langue requis était particulièrement élevé). Cela a sans doute permis d'éviter d'introduire un effet « enquêteur étranger » mais rend en revanche la comparaison des groupes anglais avec les groupes français et belges plus difficile.

4. Corpus constitué et conservé

Afin d'avoir une idée plus précise du matériel disponible, le corpus archivé doit être décrit dans ses différentes composantes⁹⁵. Il faut également préciser les modalités de la transcription des discussions, puisque les entretiens collectifs soulèvent des problèmes particuliers sur ce plan, spécialement dans le cadre d'une comparaison internationale.

4.1. Matériel et documentation

Les « données » sont constituées du matériel principal de l'enquête et ne se résument pas aux transcriptions d'entretiens ; les matériaux secondaires, en tant que documentation de l'enquête, sont variés.

4.1.1. Matériel principal

Les données principales sont constituées des transcriptions des 24 entretiens (soit trois pays x quatre catégories x deux groupes par catégorie) conservés pour former le corpus⁹⁶, ainsi que des enregistrements vidéo correspondants. Le matériel disponible comprend aussi les réponses aux questionnaires de sélection et complémentaires en ce qui concerne les participants aux groupes (N = 133) ; uniquement au questionnaire de sélection pour les autres répondants, qui n'ont pas participé à un groupe (N = 278).

Le matériel est également constitué de notes d'observation (N = 24)⁹⁷ qui résultent des débriefings réalisés à chaud après la tenue de chaque séance ; ces débriefings retracent les principaux événements qui se sont produits avant, pendant et après l'organisation des séances, mais aussi les souvenirs, impressions et jugements des membres de l'équipe présents.

⁹⁵ Le corpus de documents conservés et archivés est décrit dans un inventaire ; les documents, pré-classés, peuvent être explorés et triés en utilisant les outils de navigation en ligne.

⁹⁶ Ont donc été exclus : les quatre groupes test, un neuvième groupe parisien constitué de petits employés, ainsi que trois des sept groupes anglais organisés en avril 2006. Au total ce sont 32 groupes qui ont effectivement été organisés.

⁹⁷ Les débriefings des groupes pilotes à Paris et à Oxford n'ont pas été rédigés à part ni sur le même modèle des groupes postérieurs mais ont été intégrés à un PV de réunion. Par ailleurs les débriefings des trois groupes non conservés à Oxford ont été rédigés à part et conservés, ce qui est aussi le cas du débriefing du 9^e groupe à Paris finalement non intégré au corpus.

4.1.2. Matériel secondaire

D'autres documents permettent de contextualiser les différents aspects de l'enquête :

- les moutures initiales du projet de recherche et les demandes de financement, les documents budgétaires ou administratifs divers ;
- des procès verbaux des réunions de l'équipe, depuis le démarrage de l'enquête jusqu'à la phase d'analyse des données et des premières restitutions de résultats (de fin 2005 à courant 2008) ;
- les textes des annonces de recrutement ;
- une synthèse des phases de recrutement ;
- des exemplaires des questionnaires ainsi que le code book (modalités / variables) ;
- les lettres de confirmation envoyées aux répondants sélectionnés ;
- le scénario (grille d'entretien) ;
- une description rapide des participants (sous forme d'une reprise des principales caractéristiques sociopolitiques utilisées pour constituer les groupes – c'est-à-dire pour associer les individus dans chaque groupe) ;
- des exemplaires de formulaires de consentement (français / belges et anglais) ;
- les conventions de transcription ;
- les modèles de grille d'analyse des entretiens.

4.1.3. Autres matériaux

D'autres documents ont été réalisés après coup :

- un résumé des échanges (une dizaine de pages environ) pour chaque groupe de la « famille 1 » (*cf. infra*) ainsi qu'une analyse de la dynamique de groupe pour chaque groupe de la « famille 1 » (*cf. infra*) ; ces deux aspects ont dans chaque cas été originellement intégrés dans le même document ;
- les rapports finaux remis aux institutions bailleuses de fonds ;
- les textes des publications et les interventions à des séminaires ou colloques.

[NB : certains sous-fonds sont lacunaires. Par exemple le matériel méthodologique est incomplet : il manque notamment les logos de partis politiques utilisés comme matériel d'animation durant

les groupes à Bruxelles. Les grandes feuilles où étaient collées les cartes⁹⁸ n'ont pas été bien conservées, et les cartes se sont pour la plupart très largement décollées, ce qui les a rendues inutilisables. Il n'y a pas eu de photos prises durant les phases d'accueil des enquêtés, à la pause ou après la fin des entretiens. Le débriefing du groupe pilote à Bruxelles n'a pas été rédigé ; le DVD du groupe n'a pas été conservé. Les débriefings des groupes pilotes à Paris et à Oxford n'ont pas été rédigés à part et sur le même modèle que les débriefings des groupes retenus ; ils ont été intégrés à un PV de réunion. Le DVD du premier groupe pilote à Paris et à Oxford n'ont pas été conservés . Enfin en ce qui concerne les données codées avec Atlas.ti s'est posé un problème technique d'instabilité du fichier résultant de la codification réalisée par V. Van Ingelgom pour sa thèse, ce qui a empêché de l'intégrer au corpus.]

4.2. La transcription des discussions

La transcription des discussions s'est déroulée, dans une première phase, de l'été 2006 à l'été 2007. Cette première passe de transcription, accompagnée d'un effort d'harmonisation entre pays, a été suivie d'une relecture et de corrections, pour la quasi-totalité des 24 groupes.

La transcription a été réalisée par Guillaume Garcia à Paris et Virginie Van Ingelgom à Bruxelles, et successivement par plusieurs personnes à Oxford. Les conventions de transcription ont été empruntées à l'analyse conversationnelle⁹⁹, selon une version simplifiée que William Gamson a indiqué (en annexes) avoir utilisée pour son ouvrage *Talking Politics*. La transcription prend en compte assez finement le niveau verbal (c'est-à-dire que sont précisés les tours et chevauchements de parole, les silences, les hésitations) ainsi que le niveau paraverbal (sont précisés à qui s'adressent les interlocuteurs, les mimiques, la gestuelle, les postures physiques, les mouvements kinésiques, les incidents dans la salle, etc.)

La transcription d'un entretien collectif apparaît comme un exercice beaucoup plus difficile que celle d'un entretien individuel : non seulement les prises de parole se chevauchent souvent et sont donc moins audibles, mais d'autres phénomènes se rajoutent et contribuent à une déperdition d'information : les apartés entre participants, les interventions discrètes et

⁹⁸ Ces feuilles étaient elles-mêmes accrochées aux tableaux Metaplan® (cinq tableaux soit cinq feuilles par groupe).

⁹⁹ Fondée par Harvey Sacks, dans une perspective tirée de l'ethnométhodologie (outil pour analyser les micro-interactions verbales).

inaudibles de certains participants « timides » et plus généralement les problèmes d'enregistrement.

Par manque de moyens les propos n'étaient pas enregistrés à l'aide de micros-cravates individuels mais de deux dictaphones équipés de micros pour conférence. Le caméscope était certes situé à quelques mètres des participants, pas face au groupe, mais dans un angle ; les propos des participants à l'autre extrémité étaient donc moins audibles. De fait, de nombreuses interventions (souvent en aparté) ne sont pas audibles et la transcription est ponctuée de blancs ; une quantité non négligeable de l'information a été perdue. La possibilité d'avoir recours aux images s'est néanmoins avérée très précieuse, notamment pour repérer qui parlait mais aussi pour saisir toute la communication non verbale.

La taille des transcriptions varie considérablement, entre 80 000 et 400 000 signes, pour une moyenne d'environ 185 000 signes. Les groupes parisiens sont les plus longs (environ 250 000 signes en moyenne), ceux d'Oxford sont les plus courts (environ 120 000 signes en moyenne), ceux de Bruxelles étant en position intermédiaire (environ 180 000 signes en moyenne). Les variations apparaissent liées d'abord à l'application des conventions de transcription, qui s'est faite différemment à Oxford (c'est-à-dire pas de manière aussi complexe qu'à Paris et Bruxelles) ; il est possible qu'il y ait davantage d'ajouts de réflexions et de commentaires de la part du transcripteur à Paris.

Ces variations apparaissent également liées aux manières de discuter elles-mêmes, qui semblent distinguer les trois groupes nationaux observés – du moins lorsqu'ils discutent d'Europe. Ainsi les enquêtés français semblent plus volubiles et donnent un tour davantage conflictuel à leurs échanges, ce qui induit de nombreux chevauchements de prises de parole (lesquels augmentent mécaniquement la taille des transcriptions). Par contraste les enquêtés belges se caractérisent par une plus grande propension à délibérer et à s'écouter mutuellement ; leurs échanges sont donc d'une certaine manière plus posés, ce qui réduit la taille des transcriptions. Enfin le désintérêt manifeste des enquêtés anglais pour le thème de l'Europe s'est conjugué à l'animation différente de E. Frazer (plus directive) pour limiter le nombre de prises de parole et leur durée, et donc la taille des transcriptions.

Vers la fin de la phase de transcription, et avant d'aborder la phase d'analyse les 24 groupes du corpus ont été divisés en deux « familles ». Pour rappel, dans chaque pays, pour

chaque catégorie étudiée, deux groupes distincts avaient été organisés, et ce afin de se donner les moyens de neutraliser les interférences liées à d'éventuelles différences de recrutement ou aux effets de la dynamique de groupe.

Les groupes de la « famille 1 » associent, pour chaque catégorie étudiée, les groupes les plus directement comparables dans les trois pays. La famille 1 comprend ainsi :

- un groupe *inférieur* respectivement à Paris (3 février, 6^e groupe réalisé à Paris), à Bruxelles (10 mars, 5^e groupe réalisé à Bruxelles) et à Oxford (28 juin, 9^e groupe réalisé à Oxford) ;
- un groupe *intermédiaire* respectivement à Paris (24 janvier, 3^e groupe réalisé à Paris), à Bruxelles (1^{er} mars, 1^{er} groupe réalisé à Bruxelles) et à Oxford (26 juin, 8^e groupe réalisé à Oxford) ;
- un groupe *supérieur* respectivement à Paris (21 janvier, 2^e groupe réalisé à Paris), à Bruxelles (3 mars, 3^e groupe réalisé à Bruxelles) et à Oxford (29 mars, ou 5^e groupe réalisé à Oxford) ;
- un groupe de *militants* respectivement à Paris (4 février, 7^e groupe réalisé à Paris), à Bruxelles (2 mars, le 2^e groupe à Bruxelles), et à Oxford (11 avril, le 7^e réalisé à Oxford).

Les groupes de la « famille 2 » associent, pour chaque catégorie étudiée, les groupes moins directement comparables dans les trois pays. La famille 2 comprend ainsi :

- un groupe *inférieur* respectivement à Paris (28 janvier, 4^e groupe réalisé à Paris), à Bruxelles (11 mars, le 6^e réalisé à Bruxelles) et à Oxford (29 juin, le 10^e réalisé à Oxford) ;
- un groupe *intermédiaire* respectivement à Paris (17 janvier, 1^{er} groupe réalisé à Paris), à Bruxelles (4 mars, 4^e réalisé à Bruxelles) et à Oxford (23 mars, 1^{er} groupe à Oxford) ;
- un groupe *supérieur* respectivement à Paris (31 janvier, 5^e groupe réalisé à Paris), à Bruxelles (13 mars, 7^e à Bruxelles) et à Oxford (28 mars, 4^e à Oxford) ;
- un groupe de *militants* respectivement à Paris (8 février, 8^e groupe réalisé à Paris), à Bruxelles (14 mars, 8^e à Bruxelles) et à Oxford (30 juin, 11^e à Oxford).

5. Analyse : méthodologie et résultats

La démarche mise en œuvre dans cette enquête est résolument qualitative, et vise à une approche compréhensive des processus de politisation individuelle et des attitudes à l'égard de l'UE. Cela pose la question des indicateurs ou des repères privilégiés et plus largement des techniques appropriées pour saisir ces phénomènes. Avant de présenter les opérations d'analyse proprement dites et leurs résultats, il faut dire quelques mots des implications du positionnement théorique sur les manières d'aborder cette phase de l'enquête.

5.1. Les implications du positionnement théorique

Le positionnement théorique, décrit plus haut, revêt trois implications pour interpréter et analyser les discussions, et notamment les attitudes à l'égard de l'UE : la reconnaissance de l'incidence du cadre de l'enquête, et notamment de l'épreuve de politisation qu'ont subie les enquêtés ; la difficulté à repérer le politique dans les échanges ; la nécessité de différencier les niveaux d'implication (opinions et prises de position) et leur signification.

5.1.1. L'incidence du cadre de l'enquête : l'épreuve de politisation¹⁰⁰

Selon S. Duchesne et F. Haegel, en mettant les enquêtés en situation de co-présence, on crée une situation qui justifie que l'on parle d'épreuve, au sens où chaque participant risque en prenant la parole non seulement d'être contredit, et donc d'entrer en désaccord voire en conflit avec d'autres, mais aussi de sentir qu'il n'est pas à la hauteur ou encore d'être amené à dévoiler son ignorance ou sa confusion, ou encore de trahir un secret ou une opinion socialement peu avouable dans un cadre semi-public. Cela est notamment le cas des sujets dits « sensibles » comme la politique.

Dans cette perspective, considérant que l'ordinaire des conduites sociales est l'évitement du conflit, il s'agissait dans cette enquête d'étudier les conditions dans lesquelles les participants prennent parfois le risque de reconnaître l'existence d'un conflit et de l'exprimer dans un cadre

¹⁰⁰ Pour une première présentation de la notion d'épreuve de politisation, voir dans les publications résultant de l'enquête téléchargeable sur le site enQuête. S. Duchesne, F. Haegel : « Qu'est-ce que représente "discuter politique" ? Analyse comparée des pratiques des Français et des Belges francophones », communication au séminaire « Politisations comparées : sociétés musulmanes et ailleurs... », coordonné par Myriam Aït Aoudia, Mounia Bennani-Chraïbi, Jean-Gabriel Contamin et Jean-Noël Ferrié, séance du 26 mai 2008.

semi-public, face à des inconnus. D'où l'attention portée aux désaccords, aux conditions de leur survenance – et en premier lieu aux possibilités de générer des potentiels de désaccord grâce au dispositif d'enquête. Pour mémoire, de nombreux éléments du dispositif d'enquête contribuent à rompre avec l'ordinaire des pratiques de discussion et à donner aux échanges un caractère politique, qu'il s'agisse :

- du cadre institutionnel (i.e. le lieu dans lequel les groupes ont été réunis) ;
- de la durée des discussions (disproportionnée par rapport à la réalité des échanges de ce type dans la vie quotidienne) ;
- du dispositif scénique de la discussion ;
- de l'organisation des interactions et du scénario ;
- du sujet, vraisemblablement éloigné de l'expérience personnelle de la plupart des participants mais largement traité en revanche par le système politique ;
- de l'incidence du mode de recrutement, les thèmes abordés dans le questionnaire de sélection (notamment sur leurs opinions politiques au sens large) ayant semble-t-il incité de nombreux enquêtés à en déduire le caractère politique du sujet qui allait leur être soumis.

De fait, puisque le dispositif de recherche consistait à confronter les participants à une situation politique construite, il s'est agi d'observer comment des individus, invités à discuter ensemble d'un objet politique, « bricolent », inventent, reproduisent ou adaptent des règles, des pratiques, des façons de parler ensemble, et donc d'observer comment ils s'adaptent (ou non) au fait d'être confrontés à la frontière que constitue le politique, frontière qu'ils choisissent ou non de franchir. En bref, l'objectif est de rendre compte de la manière dont ils réagissent tactiquement à cette épreuve¹⁰¹.

A cet égard, la diversité des conduites d'adaptation selon les individus ou les groupes sociaux et nationaux révèle indirectement les spécificités que les participants – en fonction de leurs propriétés – attribuent à l'ordre politique, en fonction de leur culture politique nationale, leur position sociale, etc.

5.1.2- Le repérage du politique

¹⁰¹ Ici l'épreuve de politisation est conçue au sens où Jacques Lagroye la définit (2003).

Le repérage du politique¹⁰² implique, qu'on le veuille ou non, une définition du politique. On définit généralement le politique à l'aide d'au moins trois critères qui ne sont pas systématiquement articulés :

- **un espace social différencié et spécialisé**, l'enjeu étant d'étudier la plus ou moins grande distance qu'entretiennent les citoyens avec lui ;
- **une instance chargée d'intégrer les clivages sociaux** qui ne peuvent être résolus autrement, l'enjeu étant d'étudier la manière dont les citoyens se situent par rapport à des conflits et des camps constitués ;
- **une instance chargée de définir et de poursuivre l'intérêt général**, l'enjeu étant d'étudier les conceptions du bien commun ou encore du juste et de l'injuste.

Ici la primauté a été donnée, au moins originellement, à la notion de conflit, et secondairement à celle de compétence. Pour repérer l'émergence du politique dans les discussions, l'équipe a initialement appliqué une grille de lecture élaborée à partir de l'enquête préalable sur la délinquance, la politisation étant alors définie comme une combinaison de *conflictualisation* et d'*implication* mais aussi de *compétence / spécialisation*. Concrètement, **les séquences de conflictualisation** mettent en jeu l'articulation de l'individuel et du collectif. D'abord à travers la formation d'alliances entre participants, alliances rendues difficiles par le fait que les participants ne se connaissent pas, et donc doivent avoir au préalable identifié les positions des autres. Ensuite par **l'usage de récits biographiques et de témoignages** autour desquels se cristallise le conflit, et dans lesquels les participants donnent à leur expérience un caractère exemplaire de ce que vivent et pensent les gens comme eux – ce qui renvoie à la composante d'*implication*. Le fait pour les participants de parler d'eux-mêmes, de s'impliquer, et de risquer un conflit, susceptible de prendre un tour personnel, suppose généralement de chercher des alliés : le plus souvent à l'intérieur du groupe physiquement réuni, parmi les autres participants ; mais aussi à l'extérieur, alliés imaginés dans les groupes d'appartenance (parti / mouvance politique, syndicale ou religieuse, etc.)¹⁰³. **L'analyse des ressources et des dispositions** conduisant certains participants à aller au conflit fait aussi apparaître le rôle complexe de la *compétence* sociale et politique : une compétence nécessaire pour autoriser les participants à

¹⁰² Sur ce point, voir Leca, 1973 ; Duchesne, Haegel *et al*, 2001 ; Hamidi, 2006.

¹⁰³ Duchesne, Haegel, 2004, 2007.

s'exprimer et pour décoder les positions des autres ; une compétence qui conduit parfois à une complexification des points de vue agissant comme un frein sur la prise de position par rapport à un clivage.

5.1.3. Opinions, prises de position et clivages

Ces prises de position, conflits, alliances et implications sont réalisés autour de grandes divisions sociales et politiques qui renvoient au-delà à plusieurs lignes de clivage bien identifiées par la littérature, à commencer par les clivages décrits par Rokkan et Lipset (*cf. infra*). A cet égard, les prises de parole des enquêtés sont, très schématiquement, de deux natures : certaines sont de simples expressions d'« opinions », tandis que d'autres expriment des « prises de position » par rapport à ces clivages. Le rapport entre ces deux niveaux d'implication varie selon les thèmes discutés au fil des échanges.

Comment repérer et distinguer ces séquences ? Autrement dit comment définir des indicateurs permettant de faire la part entre expressions de simples opinions et expressions de prises de position ?¹⁰⁴ Pour S. Duchesne et F. Haegel, on peut identifier l'existence d'un positionnement par rapport à un clivage quand des lignes d'opposition sont révélées et qu'elles sont assorties d'une forme d'implication, d'investissement de soi. Cette implication est repérable par des indicateurs variés : fréquence / répétition des prises de parole sur un même thème ; attachement à faire valoir son point de vue ; densité émotionnelle des prises de parole ; mobilisation de l'expérience personnelle ; expression d'une parole qui donne à voir les divisions du groupe¹⁰⁵. Cette implication est aboutie quand apparaissent des « identifications antagonistes » qui conduisent à une forme de « hiérarchisation des appartenances et d'opposition aux autres »¹⁰⁶.

Le critère de distinction entre ces deux formes d'investissement dans la discussion réside donc dans le niveau d'implication, plus ou moins élevé, qu'elles supposent. L'implication est ici à relier à l'émergence de conflits comme indicateur de la saillance des « idées » exprimées, au

¹⁰⁴ Haegel, 2005, p. 44.

¹⁰⁵ Ainsi en s'impliquant un participant peut inciter et entraîner les autres à se dévoiler, sous-entendre voire expliciter des oppositions au niveau du groupe (qu'il s'agisse de mobiliser un clivage de type « eux-nous » entre le groupe et l'extérieur ou à l'intérieur même du groupe) etc.

¹⁰⁶ Haegel, 2005.

double sens d'intensité des échanges et d'importance que les « idées » exprimées » revêtent pour les locuteurs. Le postulat est que les participants ne prennent le risque d'exprimer un désaccord avec ce que d'autres viennent de dire que lorsque le sujet en jeu importe réellement à leurs yeux – ce qui n'arrive que rarement et préférentiellement sur certains enjeux ou aspects précis des enjeux. D'où l'importance accordée, dans la phase d'analyse du matériau, aux « moments sensibles »¹⁰⁷ mais aussi à la mobilisation des affects et des expériences personnelles.

La question qui se pose alors est celle du passage d'une échelle d'analyse à une autre, ce qui renvoie à la correspondance entre d'un côté les processus de politisation observés à l'échelle d'individus engagés dans une discussion et de l'autre les processus de politisation qui émergent au sein de la communauté politique, voire du système politique¹⁰⁸. L'interprétation de la politisation étudiée au niveau micro en fonction de processus décrits au niveau macro ne peut être effectuée qu'en étant réflexif par rapport à d'éventuels biais de représentativité des groupes étudiés, de la spécificité du thème de la discussion, et plus généralement des conditions de l'enquête et du dispositif technique mis en place pour ce faire.

5.1.4. La mise en application : les attitudes à l'égard de l'UE

La mise en œuvre de l'enquête, comme cela a été dit, s'est traduite par un dédoublement des perspectives de recherche : à l'analyse de la politisation s'est ajouté un travail sur les attitudes des Français, des Belges francophones et des Anglais à l'égard de l'Europe. Mais ces attitudes ne pouvaient être saisies qu'en comparaison avec les attitudes manifestées à propos d'autres thèmes : non seulement pour ne pas risquer de produire des interprétations artificielles, mais aussi parce que, les discussions étant de fait peu directives, les enquêtés abordaient très souvent spontanément d'autres thèmes que celui de l'Europe. Au fur et à mesure de l'avancement de l'enquête, la problématique a évolué ainsi : dans quelle mesure l'intégration européenne est-elle un enjeu conflictuel dans les discussions, comparativement à d'autres thèmes spontanément mobilisés et traités par les enquêtés, qu'il s'agisse de l'économie, de la globalisation, de la politique en général, de l'éducation, de l'immigration, de la religion, etc. ?

¹⁰⁷ Duchesne, Haegel, 2004.

¹⁰⁸ Haegel, 2005.

Le constat général est que, hormis le cas des militants – qui ont servi de groupes témoins – et de certains participants des groupes *supérieurs*, les enquêtés ont globalement évité de parler d'Europe ou de politique, et ont eu recours pour ce faire à plusieurs tactiques. Les plus évidentes : garder le silence, peu parler, contourner l'exercice en parlant d'autre chose, en déviant sur d'autres thèmes. Les plus subtiles : parler d'Europe mais privilégier les simples opinions, qui peuvent prendre la forme par exemple de commentaires sur des faits ou d'opinions exprimées à la troisième personne, et éviter les véritables prises de position.

Plus précisément, il peut y avoir des conflits d'opinion, sur ce que les gens croient savoir, mais ces désaccords restent généralement peu impliquants. Ils le deviennent beaucoup plus lorsque les individus entrent en désaccord à propos de ce à quoi ils croient personnellement – à propos de ce qui est « juste », « désirable », « bien », etc. Ces désaccords renvoient à des prises de positions par rapport à des clivages (sociaux, culturels, économiques, qui sont aussi des clivages politiques), et dans tous les cas à une opposition qui amène à choisir un camp par identification et à identifier, par contraste, les adversaires (on retrouve ici la dialectique ami / ennemi et la dimension agonistique du politique privilégiée comme cadre théorique).

5.2. La démarche d'analyse

Pour comprendre la démarche d'analyse mise en œuvre, et notamment les protocoles d'analyse effectivement appliqués aux données, il faut d'abord spécifier les étapes préalables à l'analyse, et les précautions qui ont dû ou doivent être prises pour exploiter le matériau.

5.2.1. Généralités

5.2.1.1. Les étapes préalables à l'analyse

Suite aux opérations de transcriptions les groupes ont été appariés en deux familles : la famille 1 réunit, pour chaque catégorie, les groupes les plus directement comparables ; la famille 2 réunit, pour chaque catégorie, les groupes les moins comparables – en raison aussi bien d'une moins grande homogénéité dans la composition sociale que de dynamiques de discussion particulières (*cf. supra*).

Dans une première étape d'exploitation du matériau, l'équipe a décidé de rédiger pour chaque groupe de la famille 1¹⁰⁹ une synthèse en s'appuyant sur les transcriptions mais en visionnant aussi l'ensemble de la discussion. Cette synthèse se compose de deux documents distincts mais articulés, rédigés dans chaque cas par un membre de l'équipe puis discutés par les autres membres de l'équipe :

- un résumé des principaux sujets abordés et des principales interventions (une dizaine de pages par groupes environ) ;
 - une ébauche d'analyse de la dynamique de groupe, centrée sur les points de consensus et de conflit dans la discussion, sur les alliances concrètement formées, et le rôle de chaque participant.
- Ce travail préalable s'est révélé très lourd à mener, car long et ardu. Il est, en effet, difficile d'interpréter ce qui s'est passé et dit dans chaque groupe, ce qui renvoie au fait plus général selon lequel les « données » ne parlent pas d'elles-mêmes, ce qui est spécifiquement le cas lorsqu'on a affaire à de telles conversations. Une interprétation préalable de chaque discussion, dans sa globalité, a été rendue nécessaire par la nature des données ; à la lecture des transcriptions ou l'écoute des enregistrements le sens des prises de paroles est en effet tout sauf évident et demande une interprétation collective.

Chaque « synthèse » a été réalisée par un des membres de l'équipe et discutée collectivement. Il s'agit du principal travail d'analyse mené de manière collective et intégrée. Les autres opérations d'analyse ont été effectuées individuellement ou en sous-groupes par les membres de l'équipe.

5.2.1.2. Précautions

Pour pouvoir exploiter à bon escient les matériaux un certain nombre de limites à la comparaison des données doit être pris en compte, notamment :

- la plus ou moins grande homogénéité sociale¹¹⁰ des groupes en fonction des catégories visées ;
- la plus ou moins grande homogénéité de l'animation ;

¹⁰⁹ Quelques groupes de la famille 2 ont également fait l'objet d'une synthèse, dans une phase postérieure, et pour les besoins spécifiques de certains membres de l'équipe.

¹¹⁰ Sur ce point, voir Garcia et Van Ingelgom, 2010.

- l'incidence de la particularité des lieux où se sont déroulées les discussions et du dispositif matériel ;
- le degré de comparaison de certaines variables des questionnaires ; en particulier la question sur le TCE en Belgique et au Royaume-Uni ne revêt pas la même signification *a priori* par rapport à la France (il s'agit notamment, dans le premier cas, d'une situation hypothétique).

5.2.2. Les protocoles d'analyse

5.2.3.1. Constats de base

L'évolution des objectifs ou des modalités de l'analyse est indissociable de l'évolution des conceptions de la politisation privilégiée par l'équipe ; ici théorisation et méthode apparaissent clairement consubstantielles. Au départ, l'analyse devait être concentrée sur l'observation des désaccords, ce qui renvoie à la priorité accordée à la conflictualisation dans l'analyse du mécanisme de politisation ; l'interprétation du matériau devait donc être concentrée sur des phases particulières des discussions, les « moments sensibles », conformément à ce qui avait déjà été fait pour l'enquête sur la délinquance et qui était exposé dans le manuel sur les entretiens collectifs¹¹¹. Mais, dès l'origine du projet l'équipe espérait aller plus loin dans l'analyse du matériau.

Un élargissement de la conception de la politisation s'est ensuite produit après une première passe d'exploitation du matériau, essentiellement interprétative (l'élaboration des « synthèses »), ce qui a justifié la décision d'analyser de manière plus élaborée et complète l'ensemble du corpus, afin de pouvoir étudier les phénomènes révélés par les échanges mais pas directement apparents¹¹².

L'échec de la troisième question du scénario (« A qui profite l'Europe ? »), celle qui justement avait été configurée pour conflictualiser la discussion, a été interprété comme un résultat en soi. Pour rappel, l'intention de départ était, juste au moment de la pause, d'apparier les participants les plus similaires en termes de positionnement sur les questions européennes, pour les faire travailler ensemble à la reprise de la séance sur la rédaction des cartes, en espérant

¹¹¹ Duchesne et Haegel, 2004.

¹¹² Par exemple dans l'article réalisé par S. Duchesne et V. Van Ingelgom (2008) : l'évident, l'implicite (c'est-à-dire la naturalisation des pays européens de l'Ouest) apparaissait moins bien à la simple lecture interprétative des transcriptions qu'avec une analyse factorielle.

observer une conflictualisation des échanges. En ayant maximisé les différences entre les sous-groupes – en rapprochant les participants ou les laissant faire spontanément – l'équipe escomptait que, lorsque le groupe se remettrait à discuter collectivement les cartes, les différences devraient nécessairement être confrontées, ce qui donnerait lieu à l'éclatement du conflit.

Or, cela n'a pas fonctionné, tout du moins dans les groupes d'ouvriers et d'employés. Cette phase est plus largement la moins vivante et la moins conflictuelle des discussions. Concrètement, il s'est avéré extrêmement difficile de détecter le positionnement des participants sur l'Europe pendant la première partie de la discussion, malgré le fait que celle-ci durait entre 1h15 et 1h30 et malgré les indications fournies par le questionnaire. Dit autrement, il s'est avéré délicat de dire qui était clairement pro ou anti-Europe et donc d'apparier en fonction de cela les sous-groupes. Lorsque cela a été tenté, il en a résulté une confusion ou une mauvaise association¹¹³. Cela était notamment le cas des groupes d'ouvriers ou d'employés – les choses étaient plus claires en ce qui concerne les cadres et surtout les militants. Ce constat a contribué à l'élaboration de deux hypothèses interprétatives, qui seront détaillées plus loin :

- l'absence de clivage autonome européen, les prises de positions sur l'Europe résultant plutôt d'une multiplicité de lignes d'opposition alternatives ;
- l'indifférence des catégories sociales les plus basses, qui se caractérisent par un désintérêt pour l'Europe et donc *ipso facto* l'absence d'euroscpticisme.

5.2.3.2. Analyse plus élaborée

Des analyses plus élaborées ont été menées par certains membres de l'équipe, selon différentes techniques et démarches :

- une analyse lexicométrique de la première famille de groupes, à l'aide du logiciel Alceste, qui a permis de procéder à une analyse sémantique comparée ;
- une codification thématique à l'aide d'un Caqdas (Atlas.ti)¹¹⁴

¹¹³ Excepté les militants, les autres participants ont le plus souvent cherché à éviter l'exercice, en s'appariant au hasard ou en se mettant avec les personnes assises à côté d'elles ou avec qui elles étaient en train de discuter pendant le buffet (donc qu'elles considéraient comme sympathiques), voire en demandant plus ou moins explicitement aux membres de l'équipe présente de procéder directement à la construction des équipes.

¹¹⁴ Sur ce point, voir Duchesne et Van Ingelgom, 2008 ; Van Ingelgom, 2010.

- une analyse des cartes écrites par les participants en réponse à la troisième question¹¹⁵ (« A qui profite l'Europe »), à l'aide d'un codage des catégories et d'une analyse factorielle (en composante principale) ;
- une analyse des niveaux de correspondance entre les réponses des participants aux questionnaires et leurs prises de parole pendant les discussions articulée à une analyse de l'ambivalence des positions des enquêtés sur l'Europe.¹¹⁶

¹¹⁵ S. Duchesne & alii, « Attention to Europe: where social groups really differ. Comparative Analysis of French, British and (French speaking) Belgian focus groups », communication présentée à la conférence « European Citizenship Revisited », université d'Oxford, 23 juin 2008.

¹¹⁶ Sur ce point, voir notamment Ingelgom, 2010 et Haegel & Garcia, 2011.

6. Postface

6.1. L'exploitation de l'enquête

Au moment du dépôt, l'enquête a été exploitée pour travailler une modélisation de la politisation et surtout pour rendre compte des attitudes à l'égard de l'UE. Ces résultats ayant été présentés dans les différentes publications, on se contentera de les résumer ici de manière très synthétique.

6.1.1. Les conclusions en matière de politisation

Le constat général est que malgré les nombreuses incitations du dispositif, les discussions se caractérisent par une tendance forte soit à l'évitement ou au contournement du conflit, soit à une déconflictualisation des séquences caractérisées par un début d'expression de désaccord.

Il apparaît notamment que la plupart des participants ont à cœur d'éviter d'affirmer des opinions qui rendraient trop visible un désaccord de fond avec d'autres participants et mettraient en danger la poursuite de la discussion. Pourtant, à certains moments, certains participants prennent le risque d'exprimer clairement leur désaccord avec les positions exprimées par d'autres. Durant ces séquences de conflictualisation, ils prennent position par rapport à des clivages, des lignes d'opposition fortement enracinées dans des transformations sociopolitiques de long terme, mêlant conflits de valeurs et d'intérêt au sens large, qui révèlent des positions dans le système social vécues comme antagonistes et hiérarchisées.

Il est également apparu, au cours des étapes de la réalisation du terrain puis de l'analyse, que l'association conflictualisation / spécialisation n'était pas la seule manière d'affronter cette épreuve de politisation. Une autre manière d'envisager le processus de politisation a émergé : la délibération, ou coopération, qui est davantage à l'œuvre dans les groupes anglais et surtout belges – ce qui n'avait pas été pensée comme cela au départ (en raison de l'influence de l'enquête de 2001 du fait à la fois de la particularité du cas national retenu et des spécificités du thème étudié). Cette enquête a également conduit l'équipe à requalifier la dimension de spécialisation, en privilégiant la notion de compétition.

A un niveau supérieur il s'est agi d'étudier plus précisément les processus de combinaison, d'enchevêtrement, d'enchaînement entre ces trois processus. Au-delà de cette approche typologique des manières de discuter et de politiser, il a fallu articuler ces constats empiriques avec les approches théoriques qui justifient cette pluralité des modes de politisation, avec pour objectif de proposer trois processus idéaux-typiques de politisation en démocratie.

6.1.2. Les conclusions relatives aux attitudes à l'égard de l'intégration européenne

Conformément aux hypothèses de départ et à la construction du dispositif, des différences sociales et nationales ont bel et bien été enregistrées. On constate effectivement qu'aussi bien la manière dont l'Europe est cadrée dans la culture nationale, la position dans la structure sociale tout comme la sophistication politique ou le niveau d'implication politique influencent la manière dont la construction européenne est différemment appropriée par les enquêtés. Les résultats de cette recherche ont toutefois permis de renouveler les conclusions des travaux quantitatifs. On observe également une convergence significative entre ces résultats et ceux d'autres études qualitatives déjà réalisées ou en cours sur les attitudes à l'égard de l'intégration européenne. Mais des points de divergence subsistent.

6.1.2.1. Confirmation et spécification des différences nationales

De cette première série d'analyses il ressort d'abord, de manière générale, que les différences nationales de « *framing* » restent déterminantes¹¹⁷. En particulier l'eupéanisation n'entraîne pas *de facto* une dénationalisation, en raison de la persistance de cadres nationaux qui entravent la visibilité de l'Europe. Ces résultats confirment ainsi de précédents travaux sur le poids des différences nationales : le rapport des participants à l'intégration européenne, et notamment au système politique européen, est très largement filtré par la compréhension qu'ils ont du leur, et plus généralement par les spécificités de leur culture politique nationale, des « cadres nationaux » de perception du politique et de

¹¹⁷ Diez Medrano, 2003.

l'Europe, mais aussi de leur expérience préalable – et première – de leur propre communauté politique nationale.

De façon schématique, on voit, malgré la diversité sociale (*cf. infra*), se déployer trois positions radicalement distinctes à l'égard de l'Union européenne :

- Le cas britannique marque une évidente extériorité à l'Europe (laquelle, méconnue, ne se réduit aucunement à l'UE) qui se double d'un sentiment d'improductivité de l'Europe (perçue comme inutile voire contre-productive) ;
- Le cas belge contraste radicalement avec le cas britannique dans la mesure où il dénote une forme d'incorporation et de conformisme européen, même si ce rapport n'est pas exempt d'une forme d'ambiguïté ;
- Le cas français met en œuvre un mécanisme de projection – les participants se projetant dans une Union imaginée comme une France élargie, sans faire de réelle distinction entre les deux niveaux.

6.1.2.2. Différences sociales

Les différences sociales sont fortes ; globalement elles donnent à voir une forme de distance ou d'indifférence entretenue à l'égard d'un système politique vécu surtout comme un renforcement de la domination politique et économique. L'analyse ne confirme pas l'hypothèse d'un clivage entre, d'un côté, des attitudes globalement favorables à l'intégration européenne au sein des couches supérieures de la population, et de l'autre, des attitudes globalement défavorables au sein des couches inférieures de la population – hypothèse qui renverrait à la thèse de la montée de l'euroscpticisme. Les résultats de l'analyse amènent plutôt à reconsidérer l'impact des différences sociales et à proposer l'hypothèse d'une euro-indifférence.

En effet, plus les origines et la position sociales sont modestes, plus le rapport à l'Europe manifesté par les enquêtés apparaît distant et hésitant. Les participants les moins diplômés s'efforcent sporadiquement de « coller » au sujet qui leur est proposé mais les discussions sortent le plus souvent du cadre imposé et permettent d'observer les éléments à partir desquels ils parviennent à raccrocher ce qui les intéresse au thème européen. Et dans ce

cas ils ne discutent presque jamais en mobilisant un cadre pro ou anti Europe¹¹⁸ – à la différence des militants ou de quelques cadres plus politisés qui, eux, débattent de l'enjeu de l'intégration selon les termes propres au débat expert ou politique.

On retrouve dans chaque cas étudié une frontière, plus ou moins similaire, entre d'un côté les militants et – à des degrés divers – les cadres, qui sont polarisés, et de l'autre les employés et ouvriers qui sont plutôt indifférents. Ces résultats vont à l'encontre de la thèse d'un euroscepticisme croissant et notamment le pronostic d'un « *Euroclash* » entre gagnants et perdants de l'Europe¹¹⁹.

Globalement, ce désintérêt s'accompagne d'une assez grande méconnaissance et incompréhension de l'état du processus d'intégration européenne, du fonctionnement des institutions européennes et des mécanismes de prises de décision communautaire. Ce constat est cependant à relativiser dans le cas des groupes bruxellois, la plus grande connaissance et compétence des enquêtés belges dans ce domaine s'expliquant sans doute par l'apprentissage que les Belges font des institutions européennes à l'école, mais aussi par un effet de proximité avec Bruxelles, où est localisé le siège de la plupart des institutions de l'UE (Commission, Conseil européen, Conseil des ministres, Comité des régions et Parlement – pour ses sessions supplémentaires).

Pour les ouvriers et pour les employés, voire une partie des autres catégories étudiées, les « choses sérieuses » se jouent surtout au niveau global, c'est-à-dire que les causes des problèmes discutés et leurs solutions se situent résolument au niveau de la mondialisation. L'Europe est alors vue au mieux comme un bouclier inefficace, au pire comme un frein à la protection contre les effets néfastes de la « mondialisation » ou de la « globalisation ». Dans tous les cas, les enquêtés expriment leur sentiment de ne pas avoir de prises sur la construction européenne, pas plus qu'ils n'en ont sur la globalisation. L'UE ne représente pas un niveau pertinent de gouvernance pour régler les problèmes européens.

¹¹⁸ Cela est notamment visible en ce que les expressions de leurs opinions manquent de saillance, au sens où il s'agit le plus souvent pour eux d'exprimer des commentaires sur des faits ou des opinions à la 3^e personne, et beaucoup plus rarement de prendre réellement position sur l'intégration européenne comme enjeu spécifique, à propos notamment du niveau que celle-ci devrait atteindre ou des formes qu'elle devrait prendre (*cf. supra*).

¹¹⁹ Fligstein, 2008.

6.1.2.3. L'absence / faiblesse de clivage européen et évolution des références

Par-delà ces différences nationales et sociales, les auteurs montrent que l'ensemble des discussions semble globalement structuré par les mêmes clivages. Notamment les séquences de conflictualisation qui ont été observées dans les groupes, quelle que soit la catégorie considérée, apparaissent centrées sur des divisions déjà bien identifiées par les enquêtes de sociologie politique.

La première dimension, qui correspond classiquement à la dimension socio-économique des clivages politiques, oppose la défense du libéralisme économique et de la valeur du travail à la promotion d'un modèle social et d'un encadrement / protection de l'économie. La deuxième dimension correspond davantage à un certain nombre de valeurs, qui renvoient aux problématiques de l'ethnocentrisme, de l'autoritarisme ou de l'(anti)universalisme :

- **un clivage ouverture versus fermeture** concerne spécifiquement les frontières nationales et européennes et la question de l'immigration ou de la mobilité géographique ;
- **un clivage valorisation de la diversité versus valorisation** de l'homogénéité culturelle, au regard notamment de la présence des travailleurs et des citoyens de diverses origines ou cultures dans les pays européens, clivage très prégnant dans les groupes belges notamment autour de la question de la laïcité.

C'est essentiellement en fonction de leur position sur ces quelques clivages que les enquêtés évaluent l'Europe. Selon les auteurs, la question de l'Europe apparaît dès lors porteuse et révélatrice des tensions que génère la difficile superposition de ces clivages. Malgré les transformations en cours, la constitution d'un clivage proprement européen est loin d'être achevée. Selon les auteurs, si l'opposition pro/anti Europe n'a pas suscité l'implication individuelle attendue, c'est que la superposition des dimensions qui la constituent n'est pas évidente : à la fois parce que les gens ont du mal à identifier cette opposition, prennent peu le risque d'entrer en conflit, mais aussi parce que plusieurs dimensions non strictement superposables coexistent pour envisager le problème. Dès lors il est difficile pour chaque membre d'un groupe de discussion de situer les autres participants et de se situer par rapport à eux ; une fois qu'une ligne d'opposition et des alliés ont été identifiés tout peut se défaire lorsque la discussion bascule sur une autre ligne d'opposition. On observe surtout une faible propension des enquêtés à hiérarchiser leurs appartenances, ce

qui les empêche de construire un système d'alliance stable dans chaque groupe et entrave leur implication dans la discussion et, *in fine*, l'émergence et l'explicitation de clivages assumés¹²⁰.

Selon les auteurs on observe d'une certaine manière à échelle réduite ce qui se produit au plan du système partisan / politique global : le clivage gauche/droite ne correspond pas au clivage pro/anti Europe, les coalitions partisans et les partis sont eux-mêmes clivés sur la question de l'Europe. Les auteurs montrent également que les références thématiques qui nourrissent les discussions sur l'Europe semblent aussi avoir évolué. On trouve notamment dans les échanges des références aux enjeux géopolitiques, et ce conformément à ce que l'enquête de Diez Medrano avait établi une dizaine d'années plus tôt. Cependant on observe au moins deux changements principaux (probablement liés entre eux) :

– **les types de références ou enjeux géopolitiques mobilisés semblent avoir évolué.** On observe un effacement des références à la 2^{de} Guerre mondiale, l'importance prise par les références à la Guerre froide et surtout l'apparition des références à la (dé)colonisation ou au néocolonialisme. On retrouve sans doute, ici, l'importance de la composition ethniquement diversifiée des groupes, l'incidence de la question sur la Turquie dans la grille d'entretien, mais aussi le fait que les trois cas d'études ont été menés dans d'anciennes puissances coloniales – l'enjeu étant de déterminer le statut de l'enjeu néocolonial indépendamment de ces paramètres.

– **l'économie est plus présente dans les discussions que ne le sont les enjeux géopolitiques.** Une part essentielle des échanges, évaluée en termes d'intensité, porte sur des considérations d'ordre économique, en rapport avec la globalisation. En outre, le poids du discours anti-globalisation ou antilibéral semble plus marqué que ce que constatait Diez Medrano vers le milieu des années 1990. En particulier, le jeu du libre marché n'est plus crédité de manière positive comme il l'était par le passé, et l'assimilation de l'Europe à une forteresse¹²¹ ou à un espace de protection est devenue largement obsolète.

Ces deux changements se renforcent probablement l'un l'autre, en rapport avec la menace que feraient peser les pays dits « émergents » – dont beaucoup sont d'anciennes colonies françaises, belges ou britanniques – sur les économies européennes, et notamment sur

¹²⁰ Haegel, 2005

¹²¹ Delanty, 2006.

l'emploi. On assisterait plus largement à un certain retournement – du moins vécu comme tel – du rapport de force entre ex-colonisés et ex-colonisateurs, et à l'expression ambiguë d'une culpabilité d'ex-colonisateur. Ces transformations s'inscrivent également dans le contexte du lancement de l'euro et de la controverse sur l'inflation et la perte de pouvoir d'achat qui en aurait découlé, mais aussi dans le contexte de l'élargissement à l'Est et des controverses autour des conséquences de l'immigration de travail (dumping social, figure du « plombier polonais », etc.).

6.1.2.4. *Européanisation et dénationalisation*¹²²

Les résultats de l'enquête permettent également d'investir le débat sur les liens entre européanisation et dénationalisation, au sens où l'européanisation – entre autres – des identités serait le produit ou la cause d'une dilution ou du moins d'un affaiblissement de l'identité nationale.

Ces résultats confirment une faible identification à l'Europe, au moins pour certains groupes d'enquêtés¹²³. Les enquêtés tendent plutôt à croire – et encore une fois c'est en particulier le cas des ouvriers et employés – qu'un processus de dénationalisation est certes en cours, mais ils l'attribuent à la globalisation plutôt qu'à l'européanisation. Cette tendance renvoie à nouveau à la faible pertinence du niveau européen, au sens où l'européanisation reste en grande partie invisible et disparaît derrière la force des processus de globalisation. Là encore, seuls les enquêtés les plus politisés – qui sont plus nombreux parmi les cadres et bien sûr les militants – témoignent d'une propension marquée à s'identifier à l'Europe.

L'analyse conduit également à faire l'hypothèse que les Européens de l'Ouest sont, en quelque sorte, pour les Français et les Belges (francophones), entrés dans ce que S. Duchesne et V. Van Ingelgom ont désigné comme un « angle mort » de leur système de représentations des autres nationalités : ils ne sont pas (plus ?) vraiment des « autres » et pas (encore ?) des « nous », un résultat qui va donc quand même dans le sens d'une certaine dénationalisation ou du moins reconfiguration des identités nationales.

¹²² Duchesne et Ingelgom, 2008.

¹²³ L'enquête confirme ici les conclusions des travaux précédents de Sophie Duchesne et André-Paul Frogner sur l'identité européenne à partir des données quantitatives, mais aussi d'autres travaux plus qualitatifs, à l'image des conclusions de White (2011) et de Meinhof (2004).

6.1.3. Publications tirées de l'enquête

DUCHESNE Sophie, 2008, « Waiting for European identity...: Preliminary thoughts about the identification process with Europe », in *Perspectives on European Society and Politics*, vol. 9, n°4, p. 397-410.

DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, 2007, "Avoiding or Accepting Conflict in Public Talk", *British Journal of Political Science*, vol. 37, n° 1, p. 1-22.

– 2008, « Qu'est-ce que représente "discuter politique" ? Analyse comparée des pratiques des Français et des Belges francophones » communication au séminaire « Politisations comparées : sociétés musulmanes et ailleurs... », coordonné par Myriam Aït Aoudia, Mounia Bennani-Chraïbi, Jean-Gabriel Contamin et Jean-Noël Ferrié, séance du 26 mai 2008.

– 2010, « What political discussion means and how do the French and the (French speaking) Belgian deal with it », in K. Ikeda, L. Morales, M. Wolf (dirs.), *The Role of Political Discussion in Modern Democracies in a Comparative Perspective*, Routledge/ECPR Studies in European Political Science, p. 44-61

DUCHESNE Sophie, VAN INGELGOM Virginie, 2008, « Comment les discussions deviennent politiques, lorsque des français, des Anglais ou des Belges francophones parlent de l'Europe? », *Politique Européenne*, n° 24, p. 145-149.

– 2008, « L'indifférence des Français et des Belges (francophones) pour leurs voisins Européens : une pièce de plus au dossier de l'absence de communauté politique européenne ? », *Politique Européenne*, n° 26, p. 143-164

DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, FRAZER Elizabeth, VAN INGELGOM Virginie, GARCIA Guillaume, FROGNIER André-Paul, 2010, « Between Globalisation and integration. Social differences and national frames in focus group discussions in France, French-speaking Belgium and Britain », *Politique européenne*, n° 30, p. 67-106.

DUCHESNE Sophie, FRAZER Elizabeth, HAEGEL Florence, VAN INGELGOM Virginie (dirs), 2013, *Overlooking Europe. Citizens' Reactions to European Integration Compared*, London, Palgrave McMillan.

GARCIA Guillaume, VAN INGELGOM Virginie, 2010, « Etudier les rapports ordinaires à l'Europe à partir de *focus groups*. Une illustration des problèmes du comparatisme national en méthodologie qualitative », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 17, n° 1.

HAEGEL Florence, GARCIA Guillaume, 2011, « Les enquêtés disent-ils toujours la même chose ? Concordances et discordances entre les réponses à un questionnaire et les interventions dans un entretien collectif », *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 3.

VAN INGELGOM Virginie, 2010, *Intégrer l'indifférence : une approche comparative, qualitative et quantitative de la légitimité de l'intégration européenne*, Institut d'études politiques de Paris/Université catholique de Louvain, soutenue le 28 mai 2010.

VAN INGELGOM Virginie, 2011, « Les perceptions citoyennes de l'intégration européenne à travers l'expression de focus groups », in CHENEVIÈRE Cédric, DUCHENNE Geneviève (EDS.), *Les modes d'expression de la citoyenneté européenne*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, p. 108-122

– 2013 (à paraître), *Integrating Indifference. A comparative, qualitative and quantitative approach to the legitimacy of European integration*, ECPR Press Monographs Series.

Outre ces publications, les résultats de l'enquête ont été présentés et discutés dans de nombreux séminaires, journées d'études et colloques, à travers des supports certains ont été conservés et archivés, et rendus consultables en ligne.

6.2. Réutilisations possibles

Sont listés, ici, les aspects non étudiés, partiellement exploités, et les pistes pour des analyses secondaires possibles de l'enquête :

Les questions suivantes ont été peu exploitées :

- à propos des mécanismes de politisation, le processus de compétition n'a pas fait l'objet d'analyses empiriques précises, même s'il apparaît qu'il intervient dans tous les groupes à des degrés, certes, très variables ;
- les ressources argumentatives mobilisées par les enquêtés, les ressources médiatiques ou l'expérience personnelle ;
- les questions spécifiques de compétence ;
- l'évaluation des politiques publiques (notamment européennes)
- les clivages politiques ;
- les perceptions de l'entrée possible de la Turquie dans l'UE.

Du point de vue des corpus, les groupes de la famille 2 ont moins été exploités que les groupes de la famille 1. Certains aspects mériteraient d'être analysés :

- la spécificité des militants ;
- les discussions dans une analyse quali-quantitative, par exemple, en utilisant le logiciel QCA.

Bibliographie générale¹²⁴

AÏT-AOUDIA Myriam, BENNANI-CHRAÏBI Mounia, CONTAMIN Jean-Gabriel, 2011, « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, n° 50, p. 9-20.

ALMOND Gabriel, VERBA Sydney, 1963, *The civic culture: Political attitudes and democracy in five nations*, Princeton, Princeton University Press.

ARNAUD Lionel, GUIONNET Christine, 2005, « Introduction, les frontières du politique, enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation », in L. Arnaud, C. Guionnet (dirs.), *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 11-25.

BALME Richard, MARIE Jean-Louis, ROZENBERG Olivier, 2003, « Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10, p. 433-461.

BELOT Céline, 2000, *L'Europe en citoyenneté. Jeunes Français et Britanniques dans le processus de légitimation de l'Union européenne*, thèse doctorale de science politique, IEP de Grenoble.

– 2002, « Les logiques sociologiques de soutien au processus d'intégration européenne : éléments d'interprétation », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 9, p. 11-29.

BRACONNIER Céline, 2010, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Paris, LGDJ.

– 2012, « À plusieurs voix. Ce que les entretiens collectifs *in situ* peuvent apporter à la sociologie des votes », *Revue française de sociologie*, vol. 53, p. 61-93.

BREAKWELL Glynis M., LYONS Evanthia (dirs.), 1996, *Changing European Identities: Social Psychological Analyses of Social Change*, Oxford, Butterworth-Heinemann.

BRUTER Michael, 2005, *Citizens of Europe? The Emergence of a Mass European Identity*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

CAUTRES Bruno, GRUNBERG Gérard, 2007, « Position sociale, identité nationale et attitudes à l'égard de l'Europe : la construction européenne souffre-t-elle d'un biais élitiste? » in O. Costa, P. Magnette (dir.), *Une Europe des élites ? Réflexions sur la fracture démocratique de l'Union européenne*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, p. 12-31.

CONOVER Pamela Johnston, CREWE Ivor, SEARING Donald D., 2002, « The deliberative potential of Political Discussion », *British Journal of Political Science*, vol. 32, p. 21-62.

CRAMER WALSH Katherine, 2004, *Talking about Politics. Informal Groups and Social Identity in American Life*, Chicago, Chicago Press.

¹²⁴ Cette bibliographie rassemble toutes les publications citées dans ce rapport et celles citées par les auteurs de l'enquête dans les documents collectés. En revanche, elle ne comprend pas la production scientifique tirée de l'enquête elle-même (cf. p64).

DELANTY Gerard, 2006, « Borders in a Changing Europe: Dynamics of Openness and Closure », *Comparative European Politics*, vol. 4, p. 183-202.

DIEZ MEDRANO Juan, 2003, *Framing Europe. Attitudes to European Integration in Germany, Spain and the United Kingdom*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.

DONEGANI Jean-Marie, DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, 2002, « Sur l'interprétation des entretiens », in J.-M. Donegani, S. Duchesne, F. Haegel (dirs.), *Aux frontières des attitudes entre le politique et le religieux. Textes en hommage à Guy Michelat*, Paris, L'Harmattan, p. 272-295.

DUCHESNE Sophie, 1996, « Entretien non pré-structuré, stratégie de recherche et étude des représentations. Peut-on déjà faire l'économie de l'entretien "non-directif" en sociologie ? », *Politix*, n° 35, p. 189-206.

– 1997, *Citoyenneté à la Française*, Paris, Presses de Sciences Po.

– 2000, « Pratique de l'entretien dit "non-directif" », in M. Bachir (dir.), *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Paris, PUF, p. 9-30.

– 2012, « National identification, social belonging and questions on European identity », in R. Friedman and M. Thiel (dirs.), *European Identity and Culture: Narratives of Transnational Belonging*, Farnham, Ashgate, p.53-73.

DUCHESNE Sophie, FROGNIER André-Paul, 1998, « Is there an European Identity? », in O. Niedermayer, R. Sinnott (dirs.), *Public Opinion and Internationalized Governance, Beliefs in Government*, vol. 2, New York, Oxford University Press, p. 193-227

– 2002, « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 4, p. 355-373.

– 2008, « National and European Identifications: A Dual Relationship », *Comparative European Politics*, vol. 6, n° 2, p 143-168.

DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, 2001, « Entretiens dans la cité, ou comment la parole se politise », *EspacesTemps*, n° 76-77, p. 95-109.

– 2004, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 6, p. 877-909.

– 2004, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien collectif*, Paris, Nathan, coll. 128.

– 2007, « Avoiding or Accepting Conflict in Public Talk », *British Journal of Political Science*, vol. 37, n° 1, p. 1-22.

DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, *et alii*, 2003, « Politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication » in P. Perrineau (dir.), *Le désenchantement démocratique*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, p. 107-129.

ELIASOPH Nina, 1998, *Avoiding politics. How Americans produce apathy in everyday life*. Cambridge, Cambridge University Press.

– 2010, *L'évitement du politique : comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne* (trad.), Paris, Economica.

EspacesTemps, 2001, dossier « Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain », n° 76-77.

FAVELL Adrian, 2008, *Eurostars and Eurocities: Free Movement and Mobility in an Integrating Europe*, Oxford, Blackwell.

FLIGSTEIN Neil, 2008, *Euroclash. The EU, European Identity and the Future of Europe*, Oxford, Oxford University Press.

- FRAZER Elizabeth, 1988, « Teenage Girls Talking About Class », *Sociology*, vol. 22, p. 343-358.
- 1989, « Feminist Talk and Talking About Feminism: teenage girls' discourses of gender », *Oxford Review of Education*, n°15, p. 281-290.
- FROGNIER André-Paul, 1993, « The Single party/Coalition Distinction and Cabinet Decision-Making », in J. Blondel, F. Müller-Rommel (dirs.), *Governing Together*, Macmillan, p. 43-77.
- FROGNIER André-Paul, MCHALE Vincent E., PARANZINO Denis (dirs.), 1974, *Vote, clivages sociopolitiques et développement régional en Belgique*, Vander, Louvain, Paris.
- FROGNIER André-Paul, DE WINTER Lieven, BAUDEWYNS Pierre (dirs.), 2007, *Elections : le reflux ? Comportements et attitudes lors des élections en Belgique*, De Boeck, Bruxelles.
- GABEL Matthew, 1998, « Public Support for European Integration: An Empirical Test of Five Theories », *The Journal of Politics*, vol. 60, p. 333-354.
- GAMSON William A., 1992, *Talking politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GARCIA Guillaume, LE TORREC Virginie (dirs.), 2003, *L'Union européenne et les médias. Regards croisés sur l'information européenne*, Paris, L'Harmattan.
- GARCIA Guillaume, 2013, *La cause des « sans »*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- GAXIE Daniel, HUBE Nicolas, DE LASSALLE Marine, ROWELL Jay (dirs.), 2010, *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica.
- GRANOVETTER Mark S., 1973, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, n°6, p.1360-1380.
- HAEGEL Florence, 1994, *Un maire à Paris. Mise en scène d'un nouveau rôle politique*, Paris, Presses de Sciences Po.
- 2005, « Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivage en France », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 12, n°1, p. 35-45.
- 2012, *Les droites en fusion. Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po.
- HAEGEL Florence, GRUNBERG Gérard, 2007, *La France vers le bipartisme ?*, Paris, Presses de Sciences Po.
- HAMIDI Camille, 2006, « Eléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans les associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, vol. 56, n°1, p. 5-25.
- HARRIS-LACEWELL Melissa, 2004, *Barbershops, Bibles and BET. Everyday Talk and Black Political Thought*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.
- HOLLANDER Jocelyn A., 2004, « The social context of focus groups », *Journal of contemporary ethnography*, vol. 33, n°5, p. 602-637.
- HOOGE Liesbet, MARKS Gary, 2008, « A Post functionalist Theory of European Integration: From Permissive Consensus to Constraining Dissensus », *British Journal of Political Science*, n°39, p. 1-23.
- HUCKFELDT Robert, MOREHOUSE MENDEZ Jeanette, 2008, « Moths, Flames, and Political Engagement: Managing Disagreement within Communication Networks », *The Journal of Politics*, vol. 70, n°1, p. 83-96.

HUCKFELDT Robert, JOHNSON Paul E., SPRAGUE John, 2004, *Political Disagreement. The Survival of Diverse Opinions within Communication Networks*, Cambridge, CUP.

JACOBS Lawrence R., LOMAX COOK Fay, DELLI CARPINI Michael X., 2009, *Talking Together. Public Deliberation and Political Participation in America*, Chicago, The University of Chicago Press.

KATZ Elihu, LAZARFELD Paul F., 2008 (1955), *Influence personnelle* (trad.), Paris, Armand Colin.

KITZINGER Jenny, 2004, « Le sable dans l'huître : analyser des discussions de focus group », *Bulletin de psychologie*, tome 57, vol. 3, n° 471, p. 299-307.

LAGROYE Jacques (dir.), 2003, *La politisation*, Paris, Belin.

LANE Robert E., 1961, *Political life: Why people get involved in politics*, New York, Free Press of Glencoe.

LASCOUMES Pierre, BEZES Philippe, 2009, « Les formes du jugement politique. Principes moraux, principes d'action, et registre légal », *L'Année sociologique*, vol. 59, n°1, p. 109-147.

LECA Jean, 1973, « Le repérage du politique », *Projet*, n° 71, p. 11-24.

LECRIQUE Jean-Michel, LASCOUMES Pierre, BEZES Philippe, 2011, « Classer et juger les transgressions politiques. L'apport d'une démarche par focus group et d'une méthode quantitative d'analyse des données qualitatives », *Revue française de science politique*, vol. 61, p. 447-480

LEFEBURE Pierre, 2011, « Les apports des entretiens collectifs à l'analyse des raisonnements politiques. Composition des groupes et dynamiques discursives », *Revue française de science politique*, tome 3, vol. 61, p399-420.

LINDBERG Leon N., SCHEINGOLD Stuart A., 1970, *Europe's Would-be Polity. Patterns of change in the European community*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice-Hall.

LIPSET Seymour Martin, ROKKAN Stein, 1967, *Party Systems and Voter Alignments: Cross National Perspectives*, New York: The Free Press.

MARIOT Nicolas, 2010, « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix*, vol. 23, n°92, p. 167-194.

MAYER Nonna, 2010, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin.

MCLAREN Lauren, 2006, *Identity, Interests and Attitudes to European Integration*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

MEINHOF Ulrike. A., 2004, « Europe viewed from below. Agents, victims and the threat of the other », in Richard K. Herrmann, Thomas Risse-Kappen and Marilyn B. Brewer, *Transnational Identities. Becoming European in The EU*, Oxford, Rowman & Littlefield publishers, p. 214-244.

MUTZ Diana C., 1998, *Impersonal influence: How perceptions of mass collectives affect political attitudes*, Cambridge, Cambridge University Press.

– 2006, *Hearing the Other Side. Deliberative versus Participatory Democracy*, Cambridge, CUP.

PERCHERON Annick, 1991, « Les Français et l'Europe : acquiescement de façade ou adhésion véritable ? Note de recherche », *Revue française de science politique*, vol. 41, n°3, p. 382-406.

PERRIN Andrew J., 2006, *Citizen Speak. The Democratic Imagination in American Life*, Chicago, The University of Chicago Press.

PUTNAM Robert D., 2000, *Bowling alone : The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster.

Réseaux, 2008, dossier « Parler politique en ligne », vol. 4, n° 150.

Revue française de science politique, 2011, dossier « Entretiens collectifs : nouveaux usages ? », vol.3, n°61

SALA PALA Valérie, PINSON Gilles, 2007, « Peut-on vraiment se passer de l'entretien en sociologie de l'action publique ? », *Revue française de science politique*, vol. 57, n°5, p.555-597.

VAN INGELGOM Virginie, LLOREN Anouk, 2007, « Le genre et la politique : la parité aux élections », in A.-P. Frogner, L. Dewinter, P. Baudewyns, *Elections : le reflux ? Comportements et attitudes lors des élections en Belgique*, Bruxelles, Editions De Boeck Université, p. 205-230.

VAN INGELGOM Virginie, FROGNIER André-Paul, 2007, « La légitimité, le soutien politique et le comportement électoral », in A.-P. Frogner, L. Dewinter, P. Baudewyns, *Elections : le reflux ? Comportements et attitudes lors des élections en Belgique*, Bruxelles, Editions De Boeck Université, p. 183-204.

WHITE Jonathan, 2011, *Political allegiance after European integration*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

ZUCKERMAN Alan S. (dir.), 2005, *The Social Logics of Politics. Personal Networks as Contexts for Political Behavior*. Philadelphia, PA, Temple University Press.